

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20°) (Métro : Pyrénées)

L'armement du  
prolétariat est  
sa meilleure  
sauvegarde contre  
le fascisme

## UNION ICI COMME LA-BAS POUR LA REVOLUTION ESPAGNOLE

**Octobre  
1936**

par EPSILON

Il me paraît exagéré de parler encore de faillite de la politique du Front Populaire. Parce qu'il n'y a plus, s'il y en a jamais eu, de politique du Front Populaire. Il n'est pas une question importante en matière extérieure, financière ou sociale où les éléments de cette formation électorale ne se montrent en violent désaccord. Cela s'avère particulièrement depuis plus d'un mois. Rien de plus édifiant à ce sujet que les débats extraordinaires qui ont marqué le vote de la dévaluation.

Le Front Populaire et son gouvernement s'étaient engagés à ne pas la faire. Ils n'ont pu tenir cette promesse téméraire et démagogique. Depuis longtemps on pouvait se demander à quel moyen ils finiraient par se décider à recourir pour remédier à une situation économique et budgétaire redoutable, et qu'en dépit de belles assurances, les pratiques jusqu'ici suivies n'avaient nullement améliorée.

Cette dévaluation a eu pour curieux effet de coaliser contre elle staliniens et réactionnaires. On a déjà vu de pareils rapprochements, notamment au 6 février 1934. L'expédition a été d'autant plus décriée, qu'elle a été l'œuvre de deux hommes, les seuls, à ce moment, qui aient eu une certaine influence sur la politique nationale. Et qui s'estiment humiliés si les devises qu'ils ne possèdent pas diminuent de valeur nominale.

Si la dévaluation stimule la production, le besoin de main-d'œuvre qui s'ensuivra ne sera pas une mauvaise chose pour la classe ouvrière.

Si, d'autre part, on essaie de l'utiliser pour avilir la valeur réelle, la valeur de consommation du salaire, ce sera aux travailleurs à se défendre, avec d'autant plus de facilité que les employeurs auront davantage besoin d'eux.

Et ceci nous amène à parler de la situation absurde où les organisations syndicales et la C.G.T. se sont laissées mettre, et dont il faudra absolument qu'elles sortent. On a discuté à la Chambre, au Sénat. Les socialistes ont proposé, les communistes ont critiqué, les radicaux ont objecté... A propos de quoi : des salaires ouvriers, d'arbitrage obligatoire à établir, et des pouvoirs à donner à cet effet.

La C.G.T. a cinq millions d'adhérents. Est-ce l'affaire de la Chambre, du Sénat ou bien la sienne de défendre les intérêts des salariés ? Est-ce l'affaire de la Chambre, du Sénat, des ministres ou bien des syndicats de faire ou de ne pas faire de conventions collectives, d'établir ou de ne pas établir d'échelles mobiles, d'employer en toutes circonstances les méthodes de défense ouvrière les plus convenables.

La C.G.T. avec ses cinq millions d'adhérents n'est-elle pas capable de mener elle-même à bonne issue les conflits ?

Où bien ces chefs effarés, déconcertés, effrayés de leurs responsabilités ne chercheraient-ils qu'à s'en décharger, fût-ce en sacrifiant le syndicalisme lui-même.

Ces messieurs se sont chargés de toutes sortes de besognes qui n'étaient pas les leurs, ils font œuvre de politiciens. Mais c'est aux hommes politiques qu'ils font appel pour résoudre les questions syndicales. L'on comprend parfaitement le malaise qui s'est produit dans les milieux syndicaux et la nécessité d'éviter le retour des méthodes désastreuses de l'ancienne C.G.T.U. Mais le remède proposé est cent fois pire que le mal.

La grève est une chose sérieuse et qui ne doit être déclenchée qu'à bon escient. Mais renoncer sous quelque forme que ce soit à ce droit de grève, si durement acheté, ce serait faire soi-même bénévolement ce qu'ont imposé par la terreur les fascismes et autres régimes de dictature.

Parmi les cinq millions de syndiqués il s'en trouvera certainement de nombreux pour le comprendre et pour rappeler les « chefs » à la décence.

EPSILON  
(Voir la suite en 5<sup>e</sup> page.)EN 3<sup>e</sup> PAGE :

Les informations d'Espagne.

EN 4<sup>e</sup> PAGE :

La dévaluation et la paix

par Bérat.

A Genève

par Lashortes.

EN 5<sup>e</sup> PAGE :

L'impoture du régime corporatif italien dévoilée.

Depuis trois mois bientôt d'une lutte sans merci, l'Espagne antifasciste résiste aux forces de réaction ; depuis trois mois, le peuple espagnol, armé insuffisamment, dépourvu de munitions, tient tête à la soldatesque au prix de sacrifices inouïs. Finalement l'Espagne libérale, l'Espagne ouvrière, l'Espagne syndicaliste et anarchiste sauvera la liberté et instaurera le régime nouveau en gestation depuis longtemps dans la Péninsule Ibérique.

Nous n'en doutons pas !

Mais ici l'y aide-t-on efficacement ?

L'esprit de parti, les querelles de boutique, le sectarisme imbécile en dispersant les efforts qui sont faits pour marquer la solidarité de la France antifasciste à sa sœur d'au delà des Pyrénées n'annihilent-ils pas lesdits efforts ?

Si la révolution espagnole peine tant pour vaincre n'est-ce pas un peu notre faute ?

C'est beaucoup notre faute !

Si, depuis trois mois que le sang coule là-bas, nous avions su, ici, nous unir et bloquer les initiatives, les résultats de notre solidarité envers l'Espagne révolutionnaire auraient été autres et le fascisme espagnol serait déjà défait.

Mais l'erreur d'hier doit-elle être encore l'erreur de demain ?

Non ! Pas du fait de notre volonté en tout cas !

Puisque nos petits moyens sont sans rapport avec le combat géant dans lequel nos amis ibériques se surpassent, sortons de nos petits cercles, agrandissons notre champ d'action. Formons un vaste comité qui aura pour but de coor-

donner les efforts, de les amplifier et de faire que le peuple de France à l'appel du peuple d'Espagne soit en état de répondre par un PRESENT retentissant.

L'UNION ANARCHISTE.

NOTA. — Afin de concrétiser sa proposition, de donner corps et vie intense à son initiative, la Commission administrative de l'Union Anarchiste charge les camarades Lecoin, Anderson, Faugier, Le Meillour de se mettre immédiatement à l'œuvre dans la voie qu'elle vient d'indiquer. La Commission administrative ajoute qu'elle ne rompt pas le front commun amorcé dans le Comité anarcho-syndicaliste, elle veut l'étendre au contraire ; elle espère que ledit Comité approuvera sa tentative et adjoindra un militant comme Besnard au secrétariat du Comité pour l'Espagne libre.

### COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

Le comité est créé et voilà le titre, qu'après accord entre diverses organisations et personnalités, nous lui avons donné.

Le Comité pour l'Espagne libre — qui vient au monde bien trop tard, il aurait dû voir le jour au début d'août — a été favorablement accueilli partout où nous l'avons présenté. C'est un symptôme encourageant que d'avoir déjà constaté la sympathie qui lui est marquée. Le camarade Léon Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T., nous a, notamment, assurés de tout son concours.

Le Comité pour l'Espagne libre n'a pas la prétention de se substituer aux nombreux groupements qui apportent leur aide à la révolution espagnole, il veut

être le truchement qui les rapprochera, le trait d'union qui les amènera à travailler en commun.

Par l'activité qu'il dépensera, la clairvoyance et l'audace qu'il montrera dans l'action, le Comité pour l'Espagne libre veut encourager l'émulation chez les autres.

Le Comité pour l'Espagne libre ne s'imposera pas du premier coup. Mais il veut agir. Et il agira. Peut-être plus avec profit qu'avec éclat.

Le Secrétaire  
du Comité pour l'Espagne libre.

P. S. — Le Comité pour l'Espagne libre a son siège 203, rue d'Alsée, Paris (14<sup>e</sup>), son téléphone est Vaug. 08-79.

— Gomme adhésive, taffetas anglais.  
— Quinine, Aspirine.  
— Formol, Ammoniaque.

Des vêtements :

— Couvertures.  
— Veste de cuir, pantalons de velours.  
— Sous-vêtements de laine, chaussettes.

Des vivres :

— Sucre, café, thé.

#### UNE LETTRE DE MARIA ASCASO

Chers camarades lecteurs du *Libertaire*, Avant de partir pour l'Espagne avec le premier convoi du centre de ravitaillement, je vous remercie, au nom de nos miliciens du Front de l'Aragon, pour votre acte de solidarité effective.

Suivant vos moyens, vous avez donné pour les miliciens, et je sais que vous donnerez encore tant que la bataille ne sera pas terminée. Du fonds du cœur, et certain d'exprimer le sentiment de mes frères en armes pour la défense de la liberté, je vous dis : Merci et vous demande de continuer à déposer vos dons au Centre de Ravitaillement.

MARIA ASCASO.

DIMANCHE 11 OCTOBRE, A 14 HEURES 30

Salle Renée Maubel, 4, rue de l'Orient (18°). Métro : Abbesses, Blanche

### GRANDE FÊTE DU "LIBERTAIRE"

avec le concours de :

Mmes Lucienne CLAUDY,  
Des Deux-AnesGermaine KERJEAN,  
de la Porte Saint-MartinMM. Charles d'AVRAY,  
dans ses œuvresMarcel MACHE,  
Violoniste (de l'Opéra)Renée DASTANG,  
Ghansonnère-CabaretièreJulien BERTHEAU,  
de l'AthénéeRENE-PAUL,  
de l'A. B. C.Jane DEE,  
Diseuse RéalistePaule SANDRA,  
du Caveau de la RépubliqueGaston GASSY,  
de la Vache EnragéeSENAC,  
Comique

LES "SANS SOUCY"

interpréteront deux farces du Moyen Age, entrecoupées de vieilles chansons françaises.

### La farce de Maître Mimin et La farce du Chaudronnier

Antonin BARYEL, Pierre BEREZZI, Teddy BILLIS, Pierre LEPROUX et Jacques REYNIER  
Jacqueline HOPSTEIN, Germaine KERJEAN

Au piano, le compositeur SAINT-SERVAN. Entrée : 6 francs. Chômeurs : 3 francs.

### Écrasons l'Infâme !

par Sébastien FAURE

Offrir à nos amis d'Espagne le don de notre solidarité instinctive et sentimentale, réfléchie et consciente, c'est bien ; leur apporter celui de notre concours effectif, de notre solidarité agissante et efficace, c'est mieux.

Ceux qui se battent pour défendre leur liberté — et, aussi, la nôtre — sont certainement très touchés des encouragements que nous leur adressons, de l'affection fraternelle que nous leur témoignons et des vœux ardents que nous formons pour qu'ils écrasent les odieux représentants de l'exécration Fascisme.

Mais ils sont en droit d'attendre de nous que nous apportions, au surplus, un concours matériel et efficace à l'immense effort qu'ils accomplissent avec un héroïsme vraiment prodigieux.

Nous avons donc le devoir de leur venir en aide par tous les moyens et de toutes les façons.

Que pouvons-nous, que devons-nous faire qui leur soit un appui positif et opérant ?

En apparence nous ne pouvons que peu de chose ; en réalité, nous pouvons beaucoup.

Nous devons tout d'abord dénoncer les mensonges et les calomnies propagés par la presse vendue — vendue est bien le mot, — car cette presse paie en services ignobles l'argent que lui versent les caisses abondamment alimentées de la canaille capitaliste et du banditisme fasciste.

Matin et soir, les journaux quotidiens qui appartiennent à cette presse immonde, propagent, à des millions d'exemplaires, les calomnies les plus basses sur les ouvriers et paysans d'Espagne et couvrent de fleurs, comblent d'éloges les misérables généraux qui se proposent de ramener les travailleurs espagnols aux temps maudits de l'Espagne courbée sous le joug écrasant des militaires, des moines, des détenteurs de la Richesse et du Pouvoir.

Il fut une époque où, à Paris, les gars des faubourgs organisaient, contre les valets de plume qui s'essayaient à vomir l'injure et à distiller la calomnie, les expéditions punitives dont les militants de ma génération n'ont pas perdu le réconfortant souvenir. L'action directe devenait, dans les quarante-huit heures, la riposte brutale qu'appelaient l'écœurante attitude de cette valetaille.

On ne tuait pas ces gens-là : leur peau ne valait pas qu'on jouât la sienne.

On leur secouait vigoureusement les oreilles, on leur bottait le derrière, on leur allongeait quelques claques bien appliquées, on leur mettait les yeux au beurre noir, d'un solide coup de tête sur l'estomac, on leur coupait la respiration durant quelques secondes, et la danse s'achevait sur une abondante distribution de giroflées à cinq feuilles.

C'était tout ; mais la correction accompagnée de la menace d'une rossée un peu plus corsée en cas de récidive suffisait, du moins pour un temps, à éloigner ces misérables stipendiés du scandale de leurs mensonges, du crime de leurs calomnies.

Le sens révolutionnaire est-il mort, est-il agonisant dans ce pays ? Le prolétariat parisien a-t-il définitivement renoncé à la pratique de l'action directe, à l'exercice de la « chaussette à clous » ?

Nos amis révolutionnaires d'Espagne ne méritent-ils pas qu'on les défende contre les vomissements, qu'on leur épargne les déjections de ces mercenaires de la plume ?...

Aux mensonges intéressés de la presse dite d'information, il nous faut opposer la simple et pure vérité, c'est-à-dire l'exposé de ce que projettent, tentent de faire et font nos amis. Il nous faut attirer l'attention des ouvriers et paysans de France sur ce que réalisent les paysans et ouvriers d'Espagne ; il nous faut faire connaître dans son ensemble le labeur gigantesque qu'ils ont entrepris, le caractère inédit jusqu'à ce jour et l'immense portée de l'expérience à laquelle ils se livrent ; expérience qui administrera aux prolétaires du monde entier la preuve que, soumis à l'épreuve décisive des réalités, l'idéal anarchiste n'est pas chimérique, qu'il repose sur la puissance créatrice des masses travailleuses trouvant, — enfin ! — la joie de vivre dans l'effort commun librement organisé par les producteurs eux-mêmes et dans la répartition équitable et fraternelle des produits de toute nature, nécessaires aux légitimes besoins de tous, restés divers mais devenus égaux.

Riches en exemples, fertiles en enseignements.



ments, est la Révolution Espagnole. Il nous appartient de mettre en valeur ceux-ci et ceux-là.

Nous ferons comprendre ainsi le sens exact et profond de la lutte que nos amis ont engagée avec une vaillance sans égale et qu'ils poursuivent avec une indomptable ténacité. Nous ferons monter dans le cerveau et descendre dans le cœur de tous les humains épris de Justice et de Liberté, que la Cause des Révolutionnaires espagnols est celle de tous les Révolutionnaires, sans distinction d'âge ni de sexe, de race ni de nationalité.

Alors, tous, pénétrés de la conviction que la défaite de l'Espagne populaire serait celle du prolétariat international et que la victoire des travailleurs espagnols sera celle de tous les travailleurs ; alors, dis-je, tous auront à cœur de se concerter, au-dessus des Patries et des frontières, dans le but :

d'une part, d'assurer à ces bâtisseurs d'un Monde nouveau tout ce dont ils ont besoin pour continuer la bataille et vaincre : vivres, vêtements, fournitures sanitaires, armes et munitions et,

d'autre part, pour en priver leurs ennemis.

La tâche est difficile, mais il n'est pas impossible de la mener à bien. La réussite est entre les mains de la classe ouvrière de France et de partout. Il suffit que cette classe prenne conscience de ce que lui impose et son devoir, et son intérêt immédiat, et le souci de sa prochaine libération.

Le prolétariat possède le moyen de précipiter l'issue de la Guerre qui ravage et enlève la péninsule ibérique.

Les Franco-Mola et consorts ne résiste-



raient pas longtemps si les soudoyés qu'ils commandent cessaient d'être ravitaillés.

Ces bandits ont de l'argent et on me dira que, avec de l'argent, on peut tout se procurer.

C'est faux.

La classe ouvrière a le pouvoir d'annuler en fait tous les marchés conclus ou à conclure. Elle n'a qu'à se refuser, en se croisant les bras, à prendre en charge la marchandise, à la transporter, à la décharger, à la livrer à l'acheteur.

Elle peut faire cela, pour peu qu'elle le veuille. Elle peut même charger, transporter, décharger ; puis, après avoir vidé bateaux, wagons, camions, livrer la marchandise non pas à ceux qui l'ont payée ou doivent la payer, mais aux autres.

(En période révolutionnaire, la table des valeurs morales est renversée : tout est bien, qui contribue au triomphe de la Révolution.)

Il dépend des travailleurs — et d'eux seulement — que, à l'entrée et à la sortie du matériel et des produits de toute nature et des hommes qui les convoient, les portes de l'Espagne soient largement ouvertes aux amis de la Révolution et impitoyablement fermées à ses ennemis.

L'Espagne est en Révolution. C'est sur cette scène que le rideau vient de se lever et que se joue la grandiose Épopée.

Nos amis d'outre-Pyrénées s'imposent les plus lourds sacrifices, s'exposent aux pires dangers, et ne reculent devant rien afin d'écraser l'Infâme.

« L'Infâme », c'est le Fascisme.

Révolutionnaires de France, révolutionnaires de tous les pays, alerte et debout !

Par le cœur, par la raison, par l'action, solidarisons-nous étroitement avec nos frères d'Espagne.

« ECRASONS L'INFÂME ! »

SEBASTIEN FAURE.

## Centurie Sébastien Faure

Nous continuerons à recevoir les inscriptions pour la Centurie, pendant le courant de la semaine prochaine. Après la composition définitive du groupe nous fixerons les conditions du départ pour le front.

S'adresser au LIBERTAIRE ou au camarade Pierre Odéon.

## Monsieur Bailby, vous êtes un salaud

Vous estimerez qu'il est logique que je réponde au tissu de mensonges passé dans votre torchon du dimanche 4 octobre 1936, où je suis mis directement en cause, où paraît-il, je suis un agitateur, un meneur et circonstance aggravante selon vous, « Un anarchiste ».

Ah ! Monsieur Bailby, si je n'avais peur de salir mon soulier, quel bon coup de pied au cul vous mériteriez.

Anarchiste je suis, meneur non, il y a chez Sautier-Harlé ni meneurs, ni menés, il y a des ouvriers qui comprennent que les manœuvres du Comité des Forges doivent prendre fin.

Quant à vous, je tiens à vous avertir une dernière fois que si vous continuez à m'attaquer personnellement, une visite à votre journal s'imposera. A bon entendeur salut.

FELIX GUYARD.

## Le Général Crapular

En ébranlant aussi fortement et jusque dans leurs assises les institutions séculaires et néfastes, propriété, armée, religion qui, depuis toujours, oppriment les trois-quarts de l'humanité au bénéfice d'une poignée d'usurpateurs, le mouvement libertaire d'Espagne ne pouvait manquer de susciter les aboiements furieux des canailles de tout poil, menacés dans leurs injustes prérogatives.

De tous les côtés de l'édifice social croulant sur ses bases, les profiteurs de l'ordre établi crient au scandale. Bourgeois capons gémissant sur leurs revenus compromis, chientil militaire étranglée de fureur, soutaniers hypocritement pleurnichards, tous bavent, hurlent, geignent, vocifèrent, dénaturent, vomissent. Et, comme il fallait pour que ce concert fut complet que s'y fit entendre la voix de la stupidité redoublante et du gâtisme exacerbé, le général marquis Curatès de Castelnau y mêla patriotiquement son hoquet sénile et chevrotant. « Ce n'est plus le Front Populaire, érucica-t-il, dans un subtil éclair de génie, c'est le Front Crapular ».

Et, ce calembour approximatif ayant nécessité un effort important d'un cerveau que ni les eaux de Lourdes, ni les bénédictions papales ne parvinrent à rendre hospitalier à l'intelligence, la baudouche galonnée s'affaissa dans son fauteuil d'ancêtre, visiblement fatigué et crachotant sur son scapulaire.

La colère d'une vieille baderne, prétentieuse et sottise, est toujours assez comique à voir et il est plaisant d'entendre un général déplorer des atrocités, lui dont la fonction sociale est d'en organiser. A plus forte raison quand ledit général adjoint à sa qualité de militaire celle de catholique cent pour cent, comme si le premier chance ne lui avait point suffi. Elever la voix contre le crime lorsqu'on se réclame à la fois de Galliflet et de Torquemada, c'est-à-dire lorsqu'on accepte le lourd passé d'exactions que traînent après elles l'armée et la religion, c'est prouver qu'on a perdu totalement le sens du ridicule et celui de l'a-propos des interventions.

Digne support de cette bourgeoisie abjecte dont l'égotisme sordide obnubile tout sentiment d'humanité, Crapular, à l'instar des magmas cupides et pour donner l'exemple au peuple, n'hésita point à jeter sa progéniture dans l'échotombe où elle fut anéantie, la science n'ayant point encore inventé de projectiles capables de distinguer le rejeton du terrassier de celui du potentat. Cependant lui, le général, sortait du combat sans une égratignure et se pavait, glorieux de ses faits d'armes.

Avant versé à la sanguinaire patrie le capital humain constitué par les jeunes cadavres de ses fils, il tira allégrement profit de ce sacrifice par personnes interposées, n'ayant point senti, ce hobereau au cœur atrophié, toute la monstruosité d'un vieil Horace comparé à l'humaine attitude de Camille.

Aujourd'hui avec toute la rancune du castrat envers le mâle, il vitupère les Espagnols qui dressent contre la soldatesque et la prêtaille le rempart de leurs propres poitrines.

De par leur source, les injures que nous décochons au général Crapular ne peuvent que nous flatter et les explosions de rage impuissante que provoque son état de réclusion avancé nous font sourire. Ah, il a certes de quoi maugréer, le général !

Le hideux Goliath militariste arrêté par un David gouailleux, la gluante piteuse cléricale éventrée par un Giliati résolu, voilà certes de quoi faire s'étrangler de fureur tous les Crapulars du continent et les hoquets dont se ponctue leur grotesque colère éveillent les rires goguenards des esprits libres que n'importe pas la lumière de la vérité !

Or, la moindre vérité aveugle le général Crapular. S'il n'en fallait qu'un exemple, qu'il nous soit permis de narrer sur son compte une anecdote assez cocasse et au surplus authentique.

Dernièrement, dans le texte d'une pièce radiophonique par le poste des P. T. T., le vocable « cocu » fut prononcé. Aussitôt, la sonnerie du téléphone résonna dans le bureau du directeur de l'émission. C'était le général Crapular en personne, un Crapular suffoquant d'indignation et qui interpellait en ces termes : « Allo, allo ! Ici le général de Castelnau ! Ce qui se passe est inadmissible ! Je suis à table en famille, avec mes enfants et je viens d'entendre dans le haut-parleur une expression incorrecte, obscène... Je ne permettra pas !... » Il écumait dans le récepteur.

Le poste des P. T. T. confié à la direction d'un autre ridicule personnage, M. Jean Perier, qui, outre son gâtisme exacerbé et son ignorance crasse, professe des « opinions » de Croix de Feu (Ché ! Marceau Pivert ! et cette épuraison ?) se voit donc impitoyablement censuré. Tout mot « non réglementaire », tout terme non empreint d'une suffisante banalité est coupé sans remission.

On n'y pourra pas jouer le « Cocu Magnifique », car le général Crapular, en infériorité évidente quant au « magnifique » attaquerait le héros de la pièce pour concurrence déloyale. Ainsi donc, grâce à des complaisances fascistes, le vieux crabe échappé du bédrier un chapelet aux pinces, prétend imposer à autrui sa propulsion rétrograde.

Le peuple qui seul possède de l'esprit ne le tolérera pas. Les signes de croix et genouillères d'une ganache sur le retour ne suffiront point à exorciser Rabelais, Molière et Voltaire et la bonne humeur ne se pliera pas aux mœuvres ecclésiastiques d'un Jésus chevronné.

Ce nouvel abbé Béthune, à cet égard de peau, les mains sanglantes et le fiel aux commissures, n'étouffera pas la liberté sous son talon et ne mesurera pas les plaisirs du peuple au gabarit étriqué de son cerveau obtus.

C'est le peuple, triomphant, pur et franc qui, culbutant d'une chiquenaude les esprits bornés et les censeurs à croixif, fera la gueule au général Crapular.

MAURICE DOUTREAU.

## "Je suis un affreux menteur"

Henri Jeanson ayant une fois de plus ridiculisé Clément Vautel, soulignant entre autres faits sa plainte en menaces de mort à propos d'un coup de pied aux fesses, celui-ci dément aujourd'hui en affirmant : « Je n'ai jamais porté plainte en menaces de mort contre les anarchistes ».

Il faudrait s'entendre. L'avocat chargé de présenter ma défense dans cette affaire dément exactement cinquante-deux coupures de presse, dont le Journal, et émanant de France, de Suisse, de Belgique et d'Algérie. Tous ces communiqués portent la mention « Menaces de mort ».

Mieux, le Journal des Débats qui pourtant passe pour un journal sérieux, écrit textuellement :

« M. Clément Vautel qui était accompagné de M. Ernest Charles, nous a expliqué avoir reçu d'un anarchiste une lettre recommandée le menaçant de violence et de mort ».

Quel est le menteur ? Clément Vautel ou le Journal des Débats ? J'espère que « L'affreux bourgeois » réussira à vaincre sa frousse pour venir s'expliquer à l'audience sur l'origine de ces fausses nouvelles.

A moins qu'il ne préfère, après avoir donné la preuve de sa veulerie, nous faire par son abstention l'aveu public qu'il est aussi menteur que capon.

Maurice Doutreau.

## Calomnies misérables

Il nous est venu qu'actuellement on tentait, par certains moyens infâmes, de jeter le discrédit sur nos camarades d'Espagne, en général, et de Catalogne, en particulier, en répandant sur leurs comptes les légendes les plus ignobles.

Nous n'en serons ni les dupes, ni les victimes. Et, qu'on le sache, nous ne tolérerons pas qu'on vilipende la C.N.T. et la F.A.I. avec le colportage d'événements imaginaires qui ne peuvent servir que les fascistes.

L'UNION ANARCHISTE.

## Un témoignage collectif

Voici ce qu'écrivit le Temps du 4 octobre, en reproduisant une dépêche Havas :

« L'ordre le plus complet règne à Barcelone, où, cependant, l'élément anarchiste domine ».

On admettra qu'en matière d'ordre le Temps s'y connaît. La caution est on ne peut plus bourgeoise.

Cependant elle ne satisfait pas certains esprits dont la promptitude à s'inquiéter des « excès révolutionnaires » est pour le moins insolite.

Quels sont ces bruits qu'on colporte de bouche à oreille dans divers milieux sur les agissements excessifs des anarchistes barcelonnais à l'égard des partis du Front Populaire ? Faut-il comprendre que certains partis politiques voudraient, de cette méprisable manière, se décharger des responsabilités révolutionnaires ? Ou — hypothèse la plus vraisemblable — est-ce une manœuvre d'inspiration fasciste tendant à dissocier le bloc des forces antifascistes ?

Les visiteurs de bonne foi qui se sont rendus à Barcelone et dans la province catalane savent bien que ces rumeurs calomnieuses sont absolument dénuées de fondement.

Les soussignés qui ont vécu à Barcelone, qui ont circulé dans ses rues, en groupes ou individuellement, peuvent attester que jamais ils n'ont été témoins de ces soi-disant violences qu'auraient commises publiquement des membres de la C.N.T. et de la F.A.I. sur des adversaires de tendance politique.

Ils reprochent avec force ces calomnies honteuses dont le but apparaît trop clairement comme devant faire le jeu du fascisme.

Signé : Ménac, Lashortes, Carpen- tier, Anderson, Odéon, de l'U.A. ; Audubert, de la 5<sup>e</sup> Section du Parti Socialiste.

## Notes et Glanes

♦ Donc, dimanche, à Auteuil, flics et dis- sous se sont bagarés. Des deux côtés, il y a eu de la casse. Légèrement, mais il y en a eu quand même. Avec un sourire tant soit peu narquois et satisfait, j'ai marqué les coups. Il n'en est pas de même pour Cachin qui, indigné, écrit dans l'Humanité : « Et leur fureur (aux fascistes) n'a pas épargné les agents du service d'ordre. » — Tu ne te souviens donc pas, vénérable père-conscri- de, notre joie à tous, il y a 25 à 30 ans, quand un flic, par hasard, se faisait débrouiller ? Et tu oublies la satisfaction éprouvée par la classe ouvrière lorsque Faralécq dut à un coup de matraque son surnom de « Tête de Bois » ? — Il est vrai qu'à l'époque tu don- nais l'illusion d'être révolutionnaire.

♦ Dieu protège la presse d'information (qu'elle dit). Afin de lui éviter de parler journellement — ce qui aurait pu sembler fastidieux — de l'attentat fasciste de Vienne, et l'affaire Formysin n'étant pas encore déclo- à l'époque, Dieu, en sa mansuétude, fit les « mutineries » de Boulogne et de l'avenue Michel-Bisot. Aussitôt, nos pisseurs d'encre de plaignre cette bonne Mme Génat, cette artiste de talent au grand cœur, et de salir les pauvres gosses enfermés dans ces prisons (c'est pire que le bagne) hypocritement surnommées « maisons de redressement ».

♦ Quelles ignominies ont été écrites : prostituées, vicieuses, syphilitiques, perverses, etc., etc. Et cela à des pauvres gosses de 16 ans ! Avec-vous au moins réfléchi à ce que vous écrivez ? Si oui, merci car quel beau réquisitoire vous avez prononcé contre la société capitaliste. Vous nous avez montré cette entité dans toute sa laideur. Par la misère vouée, entretenue, elle oblige les gosses des pauvres à se prostituer pour manger. Et les vieux vieux gourmands de fruits verts, les vieux libidineux qui nous dictent leurs lois, pourissent jusqu'aux mailles ces enfants du peuple. Ensuite, quand ils en ont assez de leur jouet, ils les mettent au rancart, en le confiant à une « maison de redressement ».

♦ Malgré tout, je crois, messieurs les va- lets de plume, qu'une fois de plus vous avez menti. Vous avez sciemment sali des pauvres gosses innocentes, par ordre. Vous qui vous vantiez — bien à tort — d'exercer une profession libérale, qu'avez-vous à reprocher à ces enfants ? D'avoir voulu être libres ? Mais n'est-ce pas le seul bien que l'individu ait à défendre ?

♦ Et même qu'une seule, ou toutes, soit, en effet, une prostituée ? Vous devriez l'ad- mirer d'avoir le courage de l'affirmer publi- quement. N'êtes-vous pas heureux, d'ai- leurs, d'avoir ces esclaves à la merci de vos vices que vous n'assouvissez que clandestine- ment ?

♦ En tout cas, il a fallu déchanter. Deux des jeunes filles ont été entendues par le juge Tesnière. Et il a bien fallu se rendre à l'évidence. Ces gosses ne sont pas des prostituées. C'est la sberité sadique d'une surveillance disciple de Sapho qui a provo- qué la rébellion. Quelle belle leçon de pro- priété elles nous ont donnée, en se révoltant contre les caprices de la dame qui avait toute votre confiance, étant des vôtres.

HENRI GUERIN.



## LA DEVALUATION « SANS RIEN AUTOUR »

Il est possible que la dévaluation ait été une bonne opération politique et une inévitable mesure financière. Mais il est certain qu'elle est une véritable trahison des intérêts prolétaires. Les rentes montent, mais les salaires n'ont aucune garantie de suivre le mouvement ascendant des prix intérieurs qui apparaît comme inévitable.

Blum a dû capituler devant le Sénat qui a accepté la dévaluation, à condition qu'il n'y ait « rien autour », selon le veto de Caillaux. C'est-à-dire pas d'échelle mobile des salaires, ni aucune autre compensation.

## UBU ET BRID'OISON COLLABORENT

Cependant, il fallait quand même donner une satisfaction de façade aux électeurs du Front populaire à qui Blum avait solennellement promis — contre toute vraisemblance d'ailleurs, et nous pouvons nous flatter ici d'avoir dénoncé cette illusion — « qu'on ne verrait pas un jour les murs se couvrir d'affiches blanches pour annoncer on ne sait quel coup d'Etat monétaire ».

Alors pour sauvegarder les apparences, et soi-disant ménager la puissance d'achat des sa- laires des travailleurs, on a introduit dans la loi certaines « dispositions spéciales » dont la rédaction mériterait d'être signée d'Ubu et de Brid'-Oison.

Qu'on en juge :

1<sup>o</sup> Répression de la hausse injustifiée des prix à moins qu'elle ne résulte de l'augmentation de la valeur des marchandises importées ;

2<sup>o</sup> En cas de hausse notable du coût de la vie le Gouvernement, après avis du Conseil national économique et par décret pris en Conseil d'Etat, pourra organiser des procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoires ayant pour objets principaux : la réduction, l'exécution et la révision des clauses des conventions collec- tives relatives aux salaires.

Comme mise en boîte, faut avouer que ça se pose là.

## A MOINS QUE

Ainsi la hausse des prix sera réprimée, à moins que...

Et si le coût de la vie augmente notablement — ou ça commente une hausse notable ? — le gouvernement pourra — appréciez ce pourra — pourra quoi ? organiser... des « procédures » pour réviser les clauses des conventions collec- tives. Mais, attention ! après avis du Con- seil national économique et par décret... du Conseil d'Etat.

Avec ça les ouvriers ne seront pas fauchés, quand l'épicerie du coin changera ses étiquettes.

A moins que... ils ne se décident à em- ployer des procédures un peu plus énergiques que celles du Conseil économique et du Conseil d'Etat.

## DE MAL EN PIS

Le tandem Rucart-Moutet s'attaque à la suppression du bagne. Et, unanimement, on applaudit, guidé par la presse de tout acabit. « Pensez, ma chère, quelle réforme humani- taire !... Ces hommes n'ont plus cassé des cailloux en traînant un boulet au pied !... Ce ne sont pas des saints, certes, mais quand même !... »

Allons, les hypocrites, refoulez vos larmes attendries. Et vous, les généreux promoteurs de cette réforme, trêve de plaisanterie. Car vous n'êtes pas décidés, n'est-ce pas, à respecter la liberté individuelle. Vous vous souciez peu de faire soigner ces grands malades que votre morale bourgeoise (tant immorale en ses préjugés) appelle délinquants ou criminels. Au nom de l'ordre (du vôtre), vous vous obstinez à les châ- tier, au lieu de les guérir. Et si vous supprimez le bagne, c'est pour mieux assouvir la haine de la société pourrie que vous défendez, mal- gré vos allures démocratiques. Ceux qui, désor- mais, tomberont dans les pattes de vos chats- fourrés seront irrémédiablement condamnés à crever à tout petit feu, en cellule, à moins qu'ils ne deviennent fous comme notre regretté cama- rade Durand. Tandis qu'au bagne, aussi ter- rible soit-il, il y a toujours le ciel au-dessus de sa tête, et ce grand rêve qui donne le courage de supporter toutes les souffrances : « La belle ! » Tant il est vrai que la liberté est le plus précieux des biens.

## VERMINE RADICALE

L'ineffable Arturo Labriola donne dans l'Ere Nouvelle du 6 octobre l'explication sui- vante de la misère et du chômage : « Vice, imprévoyance, insouciance et maladie, la ten- dance aux rêves et aux chimères sont souvent l'explication la plus naturelle de la détresse individuelle, et il n'y a pas de régime social qui puisse y trouver remède. »

Qu'en pensez-vous, camarades chômeurs ? La suite de l'article vous apprendra que le chômage n'a rien à voir avec la crise, et que « le rétablissement de l'état normal peut agir sur le phénomène du chômage et l'aggraver ». L'indice le plus probant de la cessation de la

crise n'est pas la résorption de la misère et du chômage, mais le fait « que les prix de gros sont de nouveau en rapport avec les coûts de production ».

Si l'augmentation des prix de gros permet à vos patrons de rétablir leurs profits, de quoi vous plaignez-vous, camarades ouvriers ?

Ouvriers socialistes et communistes que vos chefs veulent jeter dans les bras de ces valets du capital, il faut comprendre que pour triom- pher, le prolétariat doit rompre d'abord avec l'esprit « républicain », les méthodes jacobines et toute vermine radicale.

## PLAT DU « JOUR »

Quelqu'un qui ne devait pas être content, samedi dernier, c'était M. Bailby. Pensez donc il avait convié ses collaborateurs à célébrer, en des agapes aussi condescendantes que guindées, le troisième anniversaire du journal qu'il dirige. Avec beaucoup d'a-propos et d'immodestie il avait choisi un bistro huppé dont le nom lui pa- raitrait particulièrement bien indiqué : Le « Triomphe ».

Mélas ! l'aube devait être fatale au « Jour » car les serveurs, cuisiniers et maîtres-d'hôtel se mirent en grève et occupèrent le restaurant. Ce qui fait que « Belle Bibi » la « Belle du « Jour » dut se faire griller une côte première et des frites par son valet de chambre au lieu du gueleton qu'il subodorait.

Aussi, cette grève des restaurants eut-elle les honneurs de M. Bailby qui lui a consacré son papier du dimanche. Et un papier soigné, où l'œil de Moscou, les violeurs de nonnes du Front Populaire, Jouhaux et Blum étaient accusés de faire une cuisine immongeable pour les bons Français qui au grand « jour » veu- lent faire la lumière.

## BOURRAGE DE CRANE

Le dénommé Gerville-Réache, journaliste (sic), au Matin, fait du « grand reportage » de guerre en Espagne.

Le voici sur le front de Somosierra : — Venez jusqu'à mon poste, nous dit le co- lonel (rebelle, naturellement).

Ce poste de commandement a une particu- larité déconcertante (sic). IL EST EN AVANT DE LA PREMIÈRE LIGNE (resic).

Bien entendu : « Les balles coupent les explications que donne le colonel... »

Héroïque colonel ! Héroïque Gerville-Réa- che !

Mais attendez la fin : « Et DEVANT NOUS, soudain, de la grosse artillerie.

« Un 155, comme un chien rageur qui sort de sa niche, vient jeter son aboi terrible, puis à nouveau se tapit sous son camouflage.

« A côté de lui, une borne de la route : Ma- drid, 81 kilomètres ! »

D'où il résulte que le fameux poste de com- mandement où les balles coupent les explica- tions du colonel a non seulement « la particu- larité déconcertante d'être en avant de la pre- mière ligne », mais celle, encore plus décon- certante, étant en avant de la première ligne, d'être en arrière de l'artillerie lourde.

Comme on peut s'en rendre compte, le Matin n'a rien perdu de sa forme stratégique et tacti- que de 1914.

## MORALITE

Mme Marcelle Génat, outre son métier de cabotine, dirige un bagne d'enfants impropre- ment appelé maison de redressement pour jeunes filles. Mme Marcelle Génat semble s'être aper- çue récemment de la nécessité de la morale et des bienfaits du collet monté. Elle était incon- testablement moins rigoriste au temps où elle était mariée à un certain capitaine, lequel ca- pitaine se vit, pendant la guerre, privé de sa lé- gion d'honneur et cassé de son grade pour avoir voulu « sodomiser » de force un caporal au physique avenant. Le même ex-capitaine (dont le nom se complique de particules comme il convient) fut arrêté quelque temps après pour port illégal de décorations, ayant passé outre à l'interdiction de porter sa légion d'honneur.

On nous objectera que la mauvaise conduite du mari n'engage pas la femme. Sans doute. Toutefois, il nous semble qu'il a fallu de la part de Mme Marcelle Génat une certaine indul- gence pour qu'elle ferme les yeux et accepte de convoler avec un aussi piètre personnage.

Elle eût mieux fait de convertir par la dou- ceur son conjoint à des mœurs plus conformes à la morale qu'elle semble tant affectionner, plu- tôt que de priver de liberté une jeunesse dont le seul tort est d'être victime d'une organisation sociale dont Mme Marcelle Génat bénéficie.

Les romanichels.

Nos collaborateurs et correspondants sont informés que la copie doit nous parvenir le mardi soir au plus tard.



## Les spectacles à Barcelone

Il est réconfortant pour les miliciens qui descendent du front — mission ou convalescence — de voir que toute la vie économique fonctionne normalement dans le pays. Rien ne manque aux familles ouvrières et petites-bourgeoises de Catalogne et des territoires occupés par les troupes antifascistes, cela grâce à l'excellente organisation des usines, des transports et du ravitaillement par les syndicats.

Les restaurants sont pleins, les grands magasins gérés par la C.N.T. fournissent d'acheteurs.

Un étranger arrivant d'un pays lointain et non averti de la situation ne croirait pas qu'à quelques centaines de kilomètres, parfois à quelques kilomètres de l'endroit où chacun travaille, mange et dort en toute tranquillité, les mitrailleuses crépissent et le sort de l'Espagne se joue.

Dans chaque branche d'industrie, là où les organisations économiques des travailleurs remplacent aisément et mieux les rouages industriels et commerciaux de l'ancien régime. Ce mieux-être dans la vie du prolétariat est, à coup sûr, la meilleure garantie de la stabilité du nouvel état de choses. C'est ce que constatent indirectement les chefs factieux dans un de leurs derniers appels radiodiffusés quand ils parlent de la possibilité (?) qu'ils ont de conquérir « l'Espagne proprement dite » faisant ainsi leur deuil de la Catalogne, d'une partie de l'Aragon et du Levant.

Le Syndicat des spectacles publics en pleine tourmente révolutionnaire s'est emparé de toute l'industrie du spectacle, théâtres et cinémas.

Chaque salle possède son comité d'organisation ou sont représentées les diverses catégories du personnel.

Comme premières mesures le prix des places a été réduit considérablement, le pourboire supprimé, les billets de faveur également, les salaires ont été augmentés dans de fortes proportions en même temps que les journées de travail étaient diminuées.

Mais en plus le Syndicat tente déjà de rapprocher l'art et le peuple. De grands concerts sont donnés sur les principales places de Barcelone et les chants populaires alternent avec de vastes fresques symphoniques des meilleurs compositeurs.

L'industrie cinématographique espagnole, très réduite jusqu'à présent, paraît devoir prendre une rapide extension.

Il nous a été donné de comparer deux bandes documentaires sur les milices révolutionnaires. L'une sortant des ateliers d'une entreprise étrangère bourgeoise, simples prises de vues de défilés, de groupes, de quelques détails intéressants.

L'autre entièrement fabriquée par les travailleurs du Syndicat des spectacles et celui des musiciens, avec commentaires du militant anarchiste Torryho et qui d'un bout à l'autre est parcourue d'un puissant souffle populaire.

Cela s'explique si l'on songe que l'opérateur — Adrien Porchet — vit comme milicien sur le front d'Aragon, se bat comme eux et que son appareil ne le quitte pas plus que sa carabine Winchester.

Il n'est pas exagéré de croire que le ciné espagnol — qui en est à ses débuts — pourra en développant conserver un net caractère social semblable à celui du cinéma russe à ses débuts.

Actuellement l'ensemble de l'industrie du spectacle vit sur le pied de guerre, c'est-à-dire que financièrement elle ne subsiste aisément que parce qu'elle néglige certains frais d'amortissement et de renouvellement du matériel, mais les résultats du début laissent l'avenir plein d'espoirs.

Barcelone-Pina, septembre 1936.

CH. RIDEL.

## PETITS FAITS

Plusieurs initiatives du comité local ont été prises pendant notre absence d'une quinzaine de jours.

En premier lieu la création d'un Athénée libertaire destiné à organiser l'éducation sociale de la population, possédant une bibliothèque destinée à grossir rapidement grâce aux dons de livres et de brochures qui affluent au front.

En second lieu l'exode de plusieurs centaines d'enfants pour les colonies catalanes permettant aux gosses de retrouver la joie et la santé et l'instruction dans les établissements scolaires en plein air en même temps qu'il les met à l'abri des bombardements toujours possibles.

Enfin un Syndicat interprofessionnel (C. N.T.) s'est créé et qui comprend la quasi-totalité de la population laborieuse (plus de six cents affiliés).

Petits faits riches d'enseignements.

Pina, septembre 1936.

C. R.

# Lettre d'un combattant d'Espagne à sa compagne

Ma chère amie, dans toutes tes missives tu te plains de notre « longue » séparation, et tu dis : cette guerre qui ne finit pas !... non, pauvre petite, elle ne vient que de commencer cette guerre à mort entre le fascisme et le peuple, cette guerre sans quartier, entre la tyrannie et la liberté. Voilà seulement deux mois que je t'ai quittée pour venir ici défendre la liberté, et tu es déjà désolée ? Et pourtant tu n'ignorais pas que je ne reviendrais de là-bas « qu'après l'écrasement total et absolu du fascisme ». Sois courageuse, ma mie. Sois la digne sœur de nos braves compagnes espagnoles qui, d'un effort, se sont débarrassées des préjugés et de l'esclavage séculaires. Elles luttent courageusement à nos côtés, sans jamais gémir, prier, ni pleurer...

Nous devons être humains, mais forts, nous suppléer à nous-mêmes dans cette tâche si dure, si pleine de responsabilités ; nous devons être à la hauteur des heures historiques que nous vivons, dans lesquelles se déroule un drame d'une portée fantastique, qui dépasse les frontières nationales pour devenir un vrai drame international ; ignorer cela c'est autant être sourd, muet et aveugle. Dans cette guerre atroce déchaînée par ce monstre sanguinaire mille fois criminel qu'est le fascisme, avec l'intention bien déterminée de détruire totalement ce qui représente liberté, bien-être du peuple, nous les militants de la F.A.I., les ouvriers de la C.N.T., avec toutes les personnes honnêtes qui nous aident, nous ferons un monde nouveau, car, s'ils sont des destructeurs, nous, anarchistes, nous sommes les architectes d'une société belle et heureuse, et dès aujourd'hui, nous voulons traduire dans la réalité ce qui, hier, était de l'utopie.

Si tu voyais comme elles fonctionnent bien et normalement nos coopératives avec tous les articles nécessaires aux besoins du peuple, nos bibliothèques où le peuple peut lire les chefs-d'œuvre de la pensée, de la science et de l'art international, nos universités, hier biens des parasites riches, aujourd'hui berceau de la culture et de l'éducation du peuple producteur. Car, ici, nous sommes tous des producteurs. Ici, tout le monde mange à sa faim, tout le monde s'habille à sa fantaisie, tout le monde a une maison pour se loger convenablement avec les siens ; mais, ici, tout le monde travaille.

Tandis que de l'autre côté de la barricade, chez les Franco, Mola et Compagnie, la destruction, la misère, la mort règnent partout. Ils ne sont que des destructeurs, des militaires professionnels, alcooliques et fainéants, et nous, nous sommes des ouvriers, des constructeurs. Sur leur passage ils détruisent tout, assassinent tout le monde, femmes et enfants, jeunes et vieux (voir dernièrement Irun et Saint-Sébastien où après avoir tout détruit les Riffains se promenaient sur le pont de Bébie avec un enfant traversé par la baïonnette).

Et tant d'autres crimes ignobles et barbares que notre plume s'horripile à décrire. Est-ce ainsi qu'ils commencent leur nouvelle Espagne ? Nous, sur notre passage, nous respectons les vies. Nous déclarons les biens propriété commune et nous mettons la terre, les ateliers, les usines et les outils de travail au service du peuple et pour la guerre.

Chère compagne tu me dis : et cette guerre qui n'est pas finie !... Malheureusement, elle ne fait que commencer, et je crois que nous en avons encore pour un moment.

Je vais te dire pourquoi cette guerre n'est pas finie. Je dis plus haut que ce drame que nous vivons n'est plus un drame national, mais international. Mussolini, Hitler et le capitalisme international fournissent tout le matériel de guerre nécessaire aux fascistes espagnols, ils ont tout ce qu'ils veulent des pays capitalistes. Et pour nous ? Que font pour nous les Etats amis, la France et la Russie ? Rien, mille fois rien. Et je considère cette tactique de non-intervention, comme une erreur criminelle. Certes s'ils ont l'aide matérielle du capitalisme international nous avons l'aide morale et matérielle des travailleurs du monde

des positions de repli qui leur ont interdit une marche accélérée sur Madrid. Et pour accéder à la capitale, seulement distante de 70 km. environ, ils en sont réduits à une diversion. Partant de l'extrémité nord-est de la Sierra de Guadarrama, les troupes de Mola se sont ruées sur Sigüenza, voulant isoler Madrid de la Catalogne près de Valence en traçant une ligne idéale qui, passant par Guadalajara et Arganda, épouserait le cours du Tage et parviendrait, au-dessus d'Aranjuez, à opérer sa jonction avec l'armée de Franco. Ceci, théoriquement, est très joli et propre à enthousiasmer les stratèges des « Cafés du Commerce ». Mais dans la pratique ce plan mirifique est difficilement exécutable. Les requêtes de Mola l'ont bien vu à Sigüenza où leurs assauts furieux, précédés de pilonnages d'artillerie et de bombardements d'avions ont été vainement devant la résistance et les contre-offensives des miliciens. Quant à Franco, il pléine aux alentours de Tolède, harcelé à l'ouest par la colonne Mangada, véritable point de côté. Il grignote les Madrilènes, mais est également grignolé. Aussi convient-il de ne pas s'émouvoir lorsque la grande presse « luyauté » par Séville ou Burgos, nous annonce que 150.000 hommes vont assiéger Madrid, car il y a un « si... » comme diraient les Laciniens. Ce si c'est la jonction des armées Mola-Franco, jonction utopique et dangereuse, car non seulement les premières tentatives n'ont pas été couronnées de succès, mais encore parce que, au fur et à mesure de leur improbable progression, l'éloignement de leur base et la nécessité où elles se trouveront de faire face à deux fronts simultanément, rendront précaire la situation de ces

armées aventurées en zone ennemie. Tel fut le sort de Dupont de l'Eclat qui, lancé imprudemment en Andalousie (en 1808, Premier Empire) vit ses communications, avec le gros de l'armée française, coupées dans la sierra de Morena, ne put les rétablir et dut capituler à Baylen.

Autre heureux symptôme de ce renversement de situation que nous sommes en droit d'espérer : les Basques et les Asturiens ont lancé de vigoureuses offensives dont les objectifs furent atteints. Les premiers ont progressé le long de la côte cantabrique, repris Motrico et descendirent sur Deva. Au sud, par leur avance, ils menacent Vittoria. Il y a trois semaines, je laissais prévoir que la conquête de la Biscaye et la prise de Bilbao seraient pour le Tercio et les requetés un morceau très dur à avaler. Ces messieurs ont été abusés par le lâche abandon de Saint-Sébastien. Aussi « couraient-ils au pillage... » mais ils « ont rencontré la guerre... ».

Les Biscayens assurent que ces succès sont dus en grande partie à la réalisation du commandement unique. Je ne suis pas loin de le croire ayant ici même évoqué les avantages militaires qu'il présente.

Quant aux Asturiens, ils ont pénétré dans Oviedo après avoir durement bombardé cette ville qui résistait à leurs assauts. Les Catalans se sont emparés de l'aérodrome de Huesca et sont vainqueurs au Monte Aragón et à Quinto.

Donc sur tous les fronts statu quo ou succès. Les fascistes ne gagneront pas de vitesse nos frères espagnols qui auront le temps, j'en suis certain, d'organiser leur victoire.

ger l'idée que la classe ouvrière doit avoir une politique internationale de classe.

Le Front populaire ayant démontré son impuissance, il nous faut, maintenant, instituer le Front révolutionnaire. Mais pas un front révolutionnaire de pacotille, avec des gens qui se contentent de se réunir en troupeau et d'applaudir au commandement. Non ! ce que nous voulons, c'est unir les révolutionnaires sincères. Ceux qui enfin, voulant le triomphe de la révolution espagnole, n'oublient pas que le meilleur moyen de porter secours à une révolution est de suivre son exemple.

N. B. — Après lecture de l'ordre du jour en 5<sup>e</sup> page, se déroula le film sur les opérations des milices antifascistes à Barcelone et sur les différents fronts d'Espagne.

Oui, mais pouvons-nous le faire ? Pouvons-nous instaurer quelque chose de cohérent, de durable sans union préalable entre révolutionnaires sincères, quelle que soit la fraction politique ou philosophique à laquelle ils appartiennent ?

Nous ne le pensons pas. Et nos camarades de la 5<sup>e</sup> Section S.F.I.O. non plus qui nous ont proposé la tenue en commun du meeting de samedi et dont les orateurs ont, tout comme les nôtres, fait appel à une union du prolétariat révolutionnaire, par dessus les chefs, par dessus les partis.

Remarquez bien qu'il n'est nullement dans nos intentions, ni aux uns ni aux autres, de vouloir nous imposer mutuellement nos propres théories. Les socialistes resteront fidèles au bulletin de vote que nous continuerons à combattre. Mais, devant le péril imminent, l'union indispensable doit être réalisée pour la lutte en commun. C'est un fait précis, il n'y a pas à épiloguer. Et, d'ailleurs, l'exemple vient de haut. Nos camarades de la F.A.I. et de la C.N.T. qui, il n'y a pas si longtemps encore, étaient considérés comme des ennemis par les socialistes madrillènes, n'ont-ils pas fait taire leur rancœur, au moment de l'attaque brusquée de Franco et autres Mola pour dire : « Il n'y a plus ni socialistes, ni anarchistes, il n'y a que des révolutionnaires ! »

Et une fois cette union révolutionnaire réalisée ici, nous devons la poursuivre sur le terrain international. Nous devons propa-

## L'ORGANISATION du self-government du peuple en Catalogne

A la suite de l'accord intervenu entre les groupements antifascistes à Barcelone, les organismes dirigeants de Catalogne ont subi un changement que l'on peut qualifier, sans exagération, de radical.

Le gouvernement Casanova, composé des représentants du parti de Companys (la gauche catalane) a été remplacé par un conseil de la généralité de Catalogne. Ce conseil est composé de 3 représentants de la C.N.T., 3 représentants de l'U.G.T. (Centrale syndicale de tendance marxiste), 3 représentants de la gauche catalane et 1 représentant du P.O.U.M. (communistes dissidents n'adhérant pas à la III<sup>e</sup> Internationale).

Le comité central des milices qui, depuis le 19 juillet, était l'expression vivante de l'unité de toutes les forces antifascistes a transmis ses fonctions au nouveau conseil et s'est dissout.

Ainsi, l'ordre nouveau qui s'élabore en Catalogne se trouve mieux exprimé. Tous les tacteurs du secteur antifasciste sont représentés au conseil.

Les anarchistes ont été et restent des adversaires résolus des régimes totalitaires : fascistes ou bolchevistes. Ils croient que toutes les fractions ouvrières et antifascistes ont le droit à la parole, au travail, à la critique. Ils n'entendent brimer personne. Ceci ne veut cependant pas dire que l'on se laissera submerger par les mensonges et les procédés déloyaux des politiciens professionnels.

La vie économique de la Catalogne se trouve virtuellement entre les mains des organisations syndicales. Le conseil de la généralité en est l'expression sur le terrain social et politique. La participation de la C.N.T. dans le conseil, a provoqué dans la presse bourgeoise et marxiste des commentaires où le mensonge voisine avec la candide ignorance. Les journalistes bourgeois et marxistes constatent, avec une touchante unanimité, un prétendu changement d'attitude de la C.N.T. et, entraînés par leur imagination de compilateurs, s'empressent de proclamer que la C.N.T. a rompu avec sa position politique traditionnelle pour se transformer en organisation de gouvernement. Il n'en est cependant rien. La C.N.T. groupe des millions de travailleurs et contrôle, en collaboration avec l'U.G.T., la production dans les régions où le fascisme a été chassé. Il est plus que normal que ses représentants siègent dans les conseils où se concentrent toutes les énergies, où l'on coordonne tous les efforts. Les journalistes qui ne voient dans ces conseils que la forme traditionnelle des gouvernements se trompent ou sont victimes du dictionnaire.

Car le mot gouvernement a une signification précise consacrée par les faits sociaux que nous rapporte l'Histoire et que nous observons aujourd'hui. Il exprime une réalité sociale déterminée. Cette réalité sociale, c'est la domination d'une classe de privilégiés sur la multitude qu'elle exploite. Le trait le plus typique d'un gouvernement c'est qu'il échappe au contrôle de la multitude d'exploités. Les anarchistes ont toujours été et restent adversaires des gouvernements mais ils ne sont pas contre les organes exécutifs que les organisations des travailleurs se donnent. Le conseil de la Généralité de Catalogne n'est pas autre chose. Ce n'est pas la prose de ces Messieurs qui y changera quelque chose.

CHARLES ROBERT.

LES MILICIENS NOUS ECRIVENT

## Une lettre d'Aubrión

Je reçois à l'instant ta lettre, qui, je te l'assure nous a fait le plus grand plaisir. C'est avec joie que nous avons appris que le Libertaire augmentait son tirage et nous avons enfin vu les « huit pages ».

Nous espérons tous que notre lutte ici aura une répercussion profonde en France et qu'enfin le prolétariat français ne suivra plus aveuglément les tribuns... L'U.A. fortifiée pourra alors lutter avec succès contre « nos » fascistes et leur fermer la gueule.

L'article que publie le « Lib » du 25 septembre nous a tous fait plaisir et il fallait voir avec quelle ardeur nos copains espagnols lisaient de la déchiffre : de voir qu'un journal français parle de leur colonne les enthousiasme.

Vous parlez également du copain français mort à Belchite, Jean Bequé. Il est tombé près de nous, là même où Paco Zaratiegui a été blessé au bras (il est guéri à l'heure actuelle).

Voilà tout pour aujourd'hui. Tous les copains connus ou inconnus vous envoient leur salut libertaire. Ils n'ont pas passé ! Ils ne passeront pas ! Viva la F.A.I. ! et viva la Liberté !

ARMAND AUBRIÓN.

## BILAN D'UNE SEMAINE DE LUTTE

Jeudi, 1<sup>er</sup> octobre. — Grande victoire du général Franco : il prend le pouvoir que lui cède, sans résistance, le brave général Cabanellas. Par contre, succès des milices catalanes à Monte Aragón et à Quinto.

Vendredi, 2 octobre. — Les mineurs asturiens redoublent de vigueur dans le siège d'Oviedo. Succès des milices basques dans le secteur de Marquina. 50 miliciens résistent encore dans le séminaire de Tolède.

Samedi, 3 octobre. — Les Basques reprennent en partie Ondarroa. Elbar et Durango résistent. Echec des fascistes à Sigüenza. Succès des miliciens à Bargas près de Tolède.

Dimanche, 4 octobre. — Les rebelles sont battus au nord et au sud de Madrid, notamment à San Bartolomea de Pineros, où les Marocains de Franco furent pris entre deux feux.

Lundi, 5 octobre. — Les fascistes sont, de nouveau, repoussés à Bargas et à Navalperal. Les Basques résistent et même contre-attaquent le long du littoral où ils reprennent Motrico. Les milices catalanes s'emparent de l'aérodrome de Huesca.

Mardi, 6 octobre. — Les mineurs asturiens avancent sur Oviedo et même ils auraient pénétré dans la ville par trois points différents. Rien à signaler sur le reste du front.

Succédant à une période alarmante, la semaine écoulée a vu se stabiliser la situation militaire. Et même il semble qu'on assiste actuellement à un renversement de cette situation. En effet, les fascistes n'ont plus l'initiative des opérations. De l'offensive ils sont réduits à la défensive. Après la prise de Tolède, ils se sont heurtés à

## SAMEDI A LA MUTUALITÉ...

Révolution d'abord !

C'est cette phrase claire, nette, vigoureuse qui impérieusement domina toutes les pensées, toutes les préoccupations des milliers de militants qui avaient répondu samedi, à la Mutualité, à l'appel que nous leur avions lancé, en collaboration avec la cinquième section du parti S.F.I.O.

Ce fut aussi l'idée prédominante, le leit-motiv de tous les orateurs, que ce soit Frémont ou Weiss, que ce soit Dally ou Audubert que ce soit, enfin, Marceau Pivert ou Sébastien Faure.

Chacun d'eux, avec son idéologie propre, nous a fait toucher du doigt l'imminence, chez nous, du péril fasciste. Et de poser cette question angoissante : Que devons-

nous faire ? Que pouvons-nous faire ?

Oui, que devons-nous faire ? Devons-nous attendre, bêtement confiants en la sollicitude de notre gouvernement de Front populaire, qu'il ait, à notre place, « fermé la gueule à nos chiens fascistes » ? Devons-nous, espérant en un geste énergique qu'il est incapable de faire (sinon il l'aurait déjà fait), nous endormir insouciantes et optimistes, quitte à nous éveiller en sursaut, au bruit de la fusillade déclenchée par les Franco d'ici ? Ou devons-nous au contraire, tout comme nos frères d'Espagne, n'avoir aucune confiance dans l'énergie gouvernementale, et, comme eux aussi, organiser l'armement du prolétariat afin de n'être pas pris au dépourvu ?

Oui, mais pouvons-nous le faire ? Pouvons-nous instaurer quelque chose de cohérent, de durable sans union préalable entre révolutionnaires sincères, quelle que soit la fraction politique ou philosophique à laquelle ils appartiennent ?

Nous ne le pensons pas. Et nos camarades de la 5<sup>e</sup> Section S.F.I.O. non plus qui nous ont proposé la tenue en commun du meeting de samedi et dont les orateurs ont, tout comme les nôtres, fait appel à une union du prolétariat révolutionnaire, par dessus les chefs, par dessus les partis.

Remarquez bien qu'il n'est nullement dans nos intentions, ni aux uns ni aux autres, de vouloir nous imposer mutuellement nos propres théories. Les socialistes resteront fidèles au bulletin de vote que nous continuerons à combattre. Mais, devant le péril imminent, l'union indispensable doit être réalisée pour la lutte en commun. C'est un fait précis, il n'y a pas à épiloguer. Et, d'ailleurs, l'exemple vient de haut. Nos camarades de la F.A.I. et de la C.N.T. qui, il n'y a pas si longtemps encore, étaient considérés comme des ennemis par les socialistes madrillènes, n'ont-ils pas fait taire leur rancœur, au moment de l'attaque brusquée de Franco et autres Mola pour dire : « Il n'y a plus ni socialistes, ni anarchistes, il n'y a que des révolutionnaires ! »

Et une fois cette union révolutionnaire réalisée ici, nous devons la poursuivre sur le terrain international. Nous devons propa-



Le mur tragique du cimetière de Valverde où les fascistes ont fusillé 46 miliciens.



Le saut-conduit fasciste : Dieu, Patrie et Roi.



# GENÈVE

J'ai lu attentivement les déclarations de Léon Blum à Genève. J'aurais voulu voir l'affirmation d'une politique nouvelle à la mesure des événements qui menacent de bouleverser le monde. Je n'y ai vu que les solennelles redites ou s'embourbent les gouvernements français depuis la guerre.

Léon Blum nous assure qu'il demeure optimiste. Grand bien lui fasse. Que ne pouvons-nous partager avec lui ce sentiment ! Il ne nous suffit pas, en effet, de savoir que les amitiés de la France sont parfaitement intactes, qu'elles ne sont pas inquiétées ni ébranlées. Tout cela ne nous dit rien qui vaille. Nous savons trop les contreparties de ces sympathies que nous prodiguent l'Angleterre, la Russie et, depuis peu, la Pologne.

Pour le moment, nous n'ignorons pas que l'amitié de l'Angleterre a conduit le gouvernement Blum à prendre l'attitude qu'on sait dans les événements d'Espagne. Si la France, en effet, a refusé dès le début de la révolution et avant même que sa décision eût pu mettre la paix en danger, de ravitailler en armes et en munitions les troupes loyalistes, c'est que le gouvernement de Londres qui possède de gros intérêts en Espagne et qui ne se soucie pas de voir le prolétariat espagnol se libérer du régime capitaliste et par conséquent, de la domination du capital étranger, a immédiatement signifié au Quai d'Orsay que celui-ci dût rester neutre.

On sait, par ailleurs, que le pacte franco-soviétique, pacte impérialiste, n'est qu'une réédition de l'alliance franco-russe d'avant-guerre, qu'il vise au même but qui est l'encerclement de l'Allemagne et qu'il risque ainsi d'aboutir aux mêmes effets, c'est-à-dire à la guerre. Que, par ailleurs, le gouvernement français s'efforce de ressusciter le traité de Locarno en provoquant une conférence des puissances signataires, cela prouve simplement qu'il mise sur deux tableaux, essayant de contenir l'impérialisme germanique en l'enfermant ici dans une impossibilité juridique d'agir, et là dans une crainte salutaire d'une guerre où le rapport des forces jouerait contre lui. Cela peut être d'une excellente politique française.

Mais cela ne saurait passer ni pour une politique pacifique ni pour une politique prolétarienne.

Quant aux négociations ouvertes entre Paris et Varsovie, nous avons dit précédemment ce qu'il faut en penser et comment elles s'inscrivent sur le fond de la politique traditionnelle de l'impérialisme français.

Nous le répétons : Est-ce ce que désirent les masses du Front Populaire ? Nous ne le pensons pas. Les masses populaires veulent la paix, et c'est pour la guerre, nous voulons dire en vue d'une guerre considérée comme inévitable, que travaillent nos négociateurs genevois. A tout le moins l'action de Blum tend au maintien du statu quo, c'est-à-dire à la cristallisation de l'Europe sur la base des traités de violence qui ont terminé la guerre.

Politique de la S.D.N. Elle a donné dans le passé les résultats qu'on connaît. Elle n'en donnera pas de meilleurs à l'avenir. On ne s'étonnera donc pas que nous refusions de nous y associer et aussi que nous dénoncions tous ceux qui prétendent entraîner la classe ouvrière dans l'impasse mortelle de la sécurité collective. On nous dit pourtant que, sous l'influence du parti dit communiste, ce redoutable mensonge de la guerre pour défendre la paix recueille l'adhésion de nombreux travailleurs qui n'ont pas encore clairement compris le rôle exact de la S.D.N. Il convient donc, à cet égard, d'établir les faits et d'affirmer qu'une guerre, quelle qu'elle soit et de quelque manière qu'on la présente, ne doit jamais être acceptée par le prolétariat. Que le président de la F. S. I., Citrine, ait pu prétendre le contraire lors du Congrès de cette organisation, c'est là une preuve de la nécessité d'une propagande qui remette les choses en place et se rafraîchisse aux sources pures de l'internationalisme ouvrier.

Pour conclure sur l'action de Blum à Genève, nous répéterons que moins que jamais la classe ouvrière de ce pays ne doit s'en remettre à un gouvernement du soin d'assurer la paix ! Seule, l'action vigilante et hardie du prolétariat peut s'opposer au déchaînement des appétits impérialistes.

LASHORTES.

## Dévaluation, partis et classes

(Suite)

Quels seront dans le bouillonnement de la dévaluation, la situation et le comportement des classes ?

Devant la dévaluation la classe capitaliste se partage en deux clans. Chaque clan attache à son destin une fraction correspondante de la bourgeoisie.

### LE CAPITAL A REVENUS FIXES

Les bénéficiaires de revenus fixes voient fondre leur pouvoir d'achat. La plus-value du capital représentée par le renchérissement général des valeurs, meubles et immeubles, ne compense que moralement l'amputation des revenus.

L'abaissement du loyer de l'argent constitue la deuxième partie de l'opération, la deuxième phase du saignement. Non seulement les 4 1/2 % de la rente ou les 5 % de l'escompte représentent un pouvoir d'achat diminué, mais encore le rentier et le banquier se trouvent placés devant une nouvelle conversion des rentes et l'abaissement du taux d'intérêt. Car la dévaluation est à double face. Elle s'accompagne d'une déflation forcée.

L'abaissement des revenus aura par ailleurs une influence directe sur la circulation de la masse des crédits.

L'insécurité des placements fut la cause d'une stagnation dans la circulation fiduciaire.

Pour un grand nombre de prêteurs français, l'attrait de l'intérêt ne balançait plus la crainte de sacrifier le capital.

La dévaluation et la confiance porteront au contraire le prêteur à compenser l'abaissement du pouvoir d'achat des revenus d'un certain capital, par l'augmentation du capital prêt. Des capitaux théoriques se trouvent rendus à la circulation.

Ceux qui n'attendaient que la confiance et le démarrage économique pour relancer leurs crédits compenseront largement par la masse l'amoinissement du taux et du pouvoir d'achat.

Mais pour ceux dont le capital est jeté tout entier dans la circulation, nulle compensation n'est possible. Cette classe descendra d'un degré vers le prolétariat ou s'en ira grossir le troupeau du fascisme.

Donc, le côté capital-argent est frappé tout entier par la dévaluation. Seulement, il existe dans cette classe ceux qui s'enfonceront un peu plus dans la misère et ceux qui sont assez grands et assez souples pour surmonter l'immersion.

### LE CAPITAL A REVENUS VARIABLES

Tandis que le capital-argent par l'organe de Caillaux faisait entendre son mécontentement, Paul Reynaud formulait à la Chambre un certain nombre d'avertissements au nom du capital industriel.

L'industrie est devenue la pierre de touche du capitalisme. De son développement dépend toute la vie du système. L'industrie a traversé la crise dans des conditions qui mettaient en danger ses possibilités d'existence. La nécessité d'extérioriser était compromise par le niveau élevé des prix or. Le renouvellement du capital fixe (machines, etc.), s'étouffait avec la rareté des crédits.

La dévaluation fut donc conçue comme un renouveau du capitalisme industriel. Mais s'il prétend s'avantager de l'expérience, celui-ci ne prétend pas en supporter les méfaits. Les articles additionnels (échelle mo-

bile, mesures d'aide aux classes moyennes) furent repoussés sous la pression patronale. Fort de cette première victoire le capital industriel précise ses exigences. (Le 2 octobre, la Confédération Générale du Patronat français demandait au gouvernement de surseoir à l'application de la semaine de quarante heures). Le motif invoqué est l'abaissement nécessaire des prix de revient français, c'est-à-dire une augmentation du profit capitaliste.

Il est, d'autre part, beaucoup question du « climat » ou de « l'atmosphère » de l'expérience. En langage moins imagé, c'est à l'indispensable paix sociale que fait appel le patronat. Mais une paix sociale sans compensation matérielle ne saurait convenir au travailleur. Il faut donc s'attendre sous peu, de la part du capital à revenus variables (commerce, industrie), à un redoublement de lutte ayant pour prétexte la volonté de maintenir « l'atmosphère » et pour raison profonde la réaction aux exigences du prolétariat.

Parallèlement à la lutte contre le prolétariat, le capitalisme industriel réclame du gouvernement une compréhension « nationale ». L'outil gouvernemental, s'il ne lui fait pas défaut pour l'instant, n'est pas du moins à sa discrétion. On évoque Poincaré. L'Union nationale est indispensable à l'expérience monétaire. Il faut que le Gouvernement se charge de juguler la volonté prolétarienne. On repart de liberté économique et de liberté tout court. On sait quel usage le capital fait de la liberté bourgeoise.

En un mot le capitalisme industriel exige que le Front populaire soit brisé. Toutes les forces seront mobilisées à cet usage. Et, s'il le faut, l'industrie fera subir une entorse momentanée à son profit pour l'entretien d'une atmosphère de lutte. Elle compte entraîner dans ce mouvement ceux que la dévaluation a frappés et qui veulent des dédommagements et ceux qu'elle avantage et qui entendent conserver cette plate-forme. C'est sur ce compromis que va revivre, fleurir et s'épanouir le fascisme.

La dévaluation s'inscrit sous le signe de la lutte économique et d'un renforcement parallèle de la guerre sociale.

Les classes moyennes se soustraient peu à peu au contrôle prolétarien; le Front populaire apparaît de plus en plus comme l'outil de la petite bourgeoisie. Le radicalisme empêche déjà dangereusement sur les conquêtes ouvrières. Le Front populaire sera brisé comme le fut son modèle espagnol. Tout Daladier, tout Chaumet est promis au destin des Leroux.

Le mouvement ouvrier a le devoir de surmonter la paralysie du Front populaire. Où trouvera-t-il ce courage ? Dans la connaissance de sa misère et dans la conscience de sa force.

Luc DAURAT.

(1. Suite du n° 516.

UNION ANARCHISTE  
GROUPE DE BAGNOLET

GRANDE REUNION POPULAIRE

Vendredi 9 octobre à 20 heures 30.

Préau Jules-Ferry

LA POSITION DES ANARCHISTES  
SUR L'ELECTORALISME

Orateurs : Frémont, U.A., Ringeas, J. A. C., Douteau, Patoni, P.H.

# A bas le blocus ! La dévaluation et la paix

Au moment où la classe ouvrière française acceptait sans riposte suffisante l'idée de la soi-disant neutralité, elle subissait elle-même la première grande défaite depuis les occupations des usines. Le prolétariat a manifesté aussi un manque d'orientation politique, car il s'est laissé rouler encore une fois de plus, croyant que la bourgeoisie était encore capable de sauvegarder les intérêts supérieurs de l'humanité, notamment la cause de la paix. Croire à la neutralité dans ces conditions était aussi naïf que croire aux sanctions des pays impérialistes contre un agresseur éventuel.

En effet, la bourgeoisie française ayant appris le commencement de la guerre en Espagne n'hésita pas un instant ; elle se rangea du côté de la réaction, craignant plus la révolte ouvrière que les complications liées à la nécessité éventuelle de défendre une troisième frontière.

Mais la bourgeoisie se rappelait les récents événements en France. Elle comprenait qu'on ne pouvait pas brutalement aider Franco ; elle avait assez de finesse pour inventer un prétexte qui devait toucher au cœur du prolétariat : devenant brusquement pacifiste, elle commençait à crier que les événements espagnols nous mènent directement à la guerre européenne. Et on ne peut pas cacher qu'elle nous a eus par cet argument, car elle a réussi à nous désorienter tout d'abord.

Sans cette crainte de guerre, on n'aurait pu trouver un seul prolétaire conscient de la nécessité de la solidarité prolétarienne, qui aurait librement consenti à ne pas ravitailler en armes ses frères espagnols ; par contre la manœuvre de neutralité aura permis à la bourgeoisie de trois pays (France, Belgique et Angleterre) d'organiser un véritable blocus à l'égard de l'Espagne républicaine. Et c'est depuis ce blocus que la République a perdu Badajoz, Irun, Saint-Sébastien, Tolède, et sur les îles Baléares se dresse avec arrogance la bannière du fascisme italien. En plus Madrid est sous le coup de l'occupation et demain Barcelone même peut être bombardée, car les îles Baléares sont devenues une base pour l'aviation rebelle-italienne pouvant menacer la capitale rouge. Qu'attend-on encore ?

Il faut se rendre compte que le moment est décisif. Tout n'est pas encore perdu, mais il s'agit de ne pas s'endormir sur une espèce d'enthousiasme sans raison, ni sur un pessimisme noir.

La révolution espagnole peut encore être sauvée si le ravitaillement en armes modernes et appropriées aux conditions de lutte arrive à temps, mais ravitaillement ouvert et non pas en cachette, car ce qui se passe en Espagne est une véritable guerre qui ne peut pas se faire avec des moyens primitifs. Les rebelles et leurs alliés, le fascisme et l'impérialisme mondial (y compris l'Angleterre et la France qui défendent leurs richesses à l'intérieur de l'Espagne, comme les mines de Rio-Tinto, par exemple) le savaient parfaitement. C'est pourquoi Juan March avait fait un raid à travers l'Europe, sans être inquiété par personne, pendant lequel il a pu consulter les puissances financières intéressées. Etes-vous sûrs, prolétaires français, que pendant qu'on vous prêchait la neutralité, Juan March n'a pas fait des emprunts en France et ailleurs pour acheter des canons et des avions pour les rebelles ? La récente déclaration de Prieto concernant l'augmentation formidable du nombre des avions chez les rebelles laisse supposer le contraire.

La réalité est que pendant qu'on a essayé de nous endormir par des menaces de guerre, on ravitaillait l'autre côté.

On a réussi à nous poser devant le dilemme : que préférez-vous, la victoire de la révolution espagnole ou la guerre mondiale ? Or, ce dilemme n'existe pas, car la question se pose autrement. Que le monde devore par des intérêts contradictoires de l'impérialisme soit tout le temps sous une menace de guerre, cela ne présente aucun doute. Cette guerre peut être déclenchée sous l'un ou l'autre prétexte. Mais si nous laissons écosser la révolution espagnole, les risques de guerre ne diminuent nullement, au contraire. La défaite du prolétariat espagnol amènerait la réaction noire dans d'autres pays et diminuerait la combativité du prolétariat mondial, c'est-à-dire aussi sa résistance à la guerre éventuelle. Et, en effet, ce n'est que la résistance du monde du travail qui peut nous épargner la guerre, car nous sommes sans doute tous d'accord pour ne pas compter dans cette question ni sur la diplomatie secrète, ni sur le « pacifisme » des chacals impérialistes.

Nous croyons que le monde n'a qu'une seule chance d'éviter la guerre — c'est la révolution simultanée dans deux ou trois pays européens. Or la révolution espagnole triomphante qui peut communiquer son enthousiasme à d'autres pays est la meilleure garantie contre la guerre. Soutenons cette révolution non seulement en paroles, mais effectivement, en armes. Pour cela, il faut que le prolétariat français déclenche une guerre au blocus. Il faut qu'il force son gouvernement à vendre aux gouvernements espagnols tout ce qui leur est nécessaire pour faire la guerre contre le fascisme.

Cette cause est si urgente et si grave pour le prolétariat mondial (et précisons encore une fois que les prolétaires n'ont pas de patrie) que la classe ouvrière française devrait lancer toutes ses forces pour créer immédiatement une campagne d'opinion favorable à ce mot d'ordre. Cette campagne devrait éventuellement être couronnée par la grève générale des 5 millions de syndiqués qui sont tous, sans aucun doute, partisans d'aider immédiatement leurs frères espagnols.

A bas le blocus ! Que la révolution espagnole triomphe, par là même nous triompherons nous aussi et lutterons efficacement et véritablement contre la guerre.

I. Militch.

L'abondance des matières nous a contraints à laisser au marbre plusieurs articles.

Que nos collaborateurs nous en excusent.

Voici donc frappé le grand coup « pacifiste » annoncé par Blum dans son discours de Luna Park !

En dévaluant le franc après avoir obtenu le concours de l'Angleterre et de l'Amérique, le gouvernement Blum, annonce le *Populaire*, déclare la paix au monde. Et aussitôt d'annoncer le retour à l'âge d'or, l'embrassade générale, l'idylle universelle au sein de la prospérité retrouvée.

Joie, joie ! Pleurs de joie !

Loin de nous, certes, la pensée de méconnaître l'importance que présente pour une éventuelle détente des antagonismes impérialistes, presque parvenus au point de rupture, la déclaration franco-anglo-américaine du 25 septembre. Mais il faudrait s'entendre sur cette importance et sur l'incidence sous laquelle elles semblent de nature à jouer dans la terrible partie engagée sous nos yeux en Europe entre les vainqueurs et les vaincus de 1918.

Fait remarquable quoique tout à fait normal, c'est — nous allons le voir — d'une tout autre manière que celle dont les thuriferaires blumistes nous rebattant les oreilles, que nous reconnaissons cette importance — conditionnelle — et que nous concevons cette incidence — indirecte.

Il est à coup sûr plaisant d'agiter, comme le font actuellement toutes les plumes et toutes les voix officielles, les perspectives enchantées de l'abaissement des barrières douanières, de la réduction ou de l'abolition des contingents, bref du relâchement des liens qui paralysent le marché mondial, asphyxient dans le compartimentage national les économies et exaspèrent les rivalités.

Pourtant, ce n'est pas, depuis la venue de la crise, les diagnostics et les thérapeutiques adéquats qui ont manqué, mais bien la volonté d'agir, parce que cette volonté eût dû briser avec les ressorts inavouables d'un régime basé sur l'égoïsme sacré de la concurrence impérialiste et sur l'égoïsme encore plus sacré des exploiters capitalistes.

A cet égard, en mettant les choses au mieux, il est permis de penser que les facilités temporaires que l'industrie et le commerce français, anglais et américain vont obtenir de « l'alignement » du franc, ne seront pas telles qu'elles inciteront les grands bourgeois intéressés à renoncer aux avantages économiques permanents qu'ils tirent les uns contre les autres du maniement de leurs Etats respectifs.

Mais, même en admettant — ce qui serait absurde — que le désarmement monétaire franco-anglo-américain marque entre les trois pays l'avènement de cette fraternité internationale chère au cœur ingénu — vraiment trop ingénu — de Léon Blum, on ne voit pas très bien l'avantage substantiel qu'en retirerait (sans parler de l'Italie) l'Allemagne autarchique et affamée de matières premières et de débouchés.

Quelque lapage qu'on fasse à propos de l'« agrément » monétaire franco-anglo-saxon, quelque peine qu'on se donne en haut lieu pour faire passer ainsi — à la sance pacifiste — dans la gorge du Français moyen l'amère pilule de la dévaluation, cet « agrément » laisse intact le problème essentiel de l'heure : la misère et le dynamisme de l'impérialisme allemand qui étouffe dans l'Europe de Versailles.

Cette misère et ce dynamisme-là, ce ne sont pas les miettes de l'hypothétique prospérité française et anglo-saxonne, même assaisonnées de quelques facilités douanières qui peuvent y remédier.

Voilà ce que, tout à la réussite intérieure de leur opération, Blum et ses thuriferaires nous taisent en ce moment.

Pourtant, si Blum, coïncé par l'héritage

## COMITÉ ANARCHO-SYNDICALISTE

### Le Meeting du 1<sup>er</sup> Octobre

Malgré les quatre meetings qui se tenaient dans Paris, le même soir, la salle était pleine quand *Lentente* ouvrit la séance à 21 heures.

Ringeas, premier orateur, exposa le point de vue de l'U.A., à savoir que si, en raison de son indécision du début, le Gouvernement est contraint maintenant de rester neutre, la classe ouvrière, elle, se doit d'agir rapidement, par-dessus ses chefs et le Gouvernement, pour apporter son aide efficace au prolétariat espagnol. « Il faut, dit-il, créer une psychose de solidarité morale ».

Monteil nous demanda de prendre part à la défense de la révolution espagnole, calomniée par toute la presse pro-fasciste. « Ce n'est pas une guerre, mais de la légitime défense ».

Mirandé, retour d'Espagne, analyse le mouvement déclenché par les généraux fascistes, avec l'aide du clergé et de la haute finance. Puis il nous parle avec enthousiasme des réalisations des milices antifascistes qui, partout où elles passent, instituent le communisme libertaire.

Alfonso de Miguel fait un vibrant appel à l'union de toutes les forces antifascistes de France car, si le fascisme triomphait en Espagne, toutes les portes du monde lui seraient ouvertes. « Celui qui ne saurait pas comprendre l'utilité de cette union, par sectarisme ou autrement, ne serait pas révolutionnaire, mais petit bourgeois ».

Boudoux, remplaçant Besnard, exalte l'œuvre des compagnons anarchistes de la F.A.I. et de la C.N.T. sous l'impulsion de qui la Catalogne a pu barrer la route au fascisme.

Sébastien Faure situe exactement la guerre civile d'Espagne. D'un côté, la vieille Espagne des « Grands » et des prêtres, qui ne veut pas succomber. De l'autre, la jeune Espagne qui veut naître et vivre. Cette guerre de classe ne veut pas changer un régime pour un autre, mais instaurer un monde nouveau.

Puis Dalt, de la Généralité de Catalogne, nous dit que si le fascisme international ne déclenche pas la guerre, ce n'est ni une question de neutralité, ni une question d'intervention qui l'en empêche, c'est simplement parce qu'il n'est pas sûr de vaincre.

A l'issue de la réunion, l'ordre du jour suivant fut voté à l'unanimité :

### ORDRE DU JOUR

Les travailleurs parisiens, réunis au nombre de trois mille dans la grande salle de la Mutualité,

impérialiste de Versailles qu'il n'a pas eu le courage de répudier (bien que ni lui ni son parti n'aient voté, au temps du Bloc national, les odieux traités de 1919), si, assujéti au Parlement et dans les usines au chantage stalinien, il n'a pas paru avancer d'un pas dans la voie du compromis révisionniste avec l'Allemagne, vois dans laquelle il semblait prêt à s'engager en août, lors de son discours de Saint-Cloud, l'Angleterre, elle, ne perd pas de vue le péril et elle se décide enfin à agir.

A vrai dire, le grand coup que Blum se vantait de frapper en faveur de la paix, c'est l'Angleterre qui vient de le frapper à Genève.

Dans un discours capital que Gabriel Péri, le chien de guerre stalinien bien connu, attaque violemment dans l'*Humanité*, que le *Populaire* escamote en quelques lignes et que la presse française, en général, s'abstient de commenter, Eden, définissant la politique extérieure anglaise, a carrément pris position pour la séparation du Pacte de la S. D. N. et des traités de 1919, pour un pacte occidental de garantie, enfin pour la révision d'un « état de choses que certains pays ne veulent pas accepter ».

Retirer au traité impérialiste de Versailles la garantie de la S. D. N., réviser le statut versaillais, rejeter la Russie soi-disant soviétique d'une future entente occidentale... on comprend les aboiements... et l'inquiétude de l'*Humanité* devant cette résurrection sensationnelle de la conférence locarnienne d'automne que Litvinov se flattait d'avoir enterrée à propos de l'affaire éthiopienne.

On comprend peut-être aussi l'embarras et la « discrétion » du *Populaire*, de Delbos et de Blum pris entre l'hypothèque stalinienne du Front populaire et l'Angleterre qui ne veut sous aucun prétexte se trouver impliquée dans une guerre russo-allemande.

On comprend peut-être enfin l'importance réelle que l'« agrément » monétaire franco-anglo-américain pourrait avoir, à titre immédiat, pour la paix, si l'impérialisme britannique, qui n'a actuellement nul intérêt à la guerre, a profité de la nécessité où l'impérialisme français se trouvait de dévaluer sa monnaie, pour lui faire payer l'indispensable concours anglo-saxon d'une renonciation à la politique versaillaise d'alliance franco-soviétique, nouée par Barthou et Herriot, et approuvée par Blum... jusqu'à ce qu'il ait vu où elle conduisait.

BERAT.

P.-S. — Les toutes récentes déclarations de Blum à Genève sur « la fidélité de la France à ses amitiés » et sur le futur Locarno, décidément en voie de résurrection malgré Litvinov, ses entretiens avec ledit Litvinov et les ministres de la Petite Entente, le silence total gardé par toute la presse française sur le discours, pourtant capital, d'Eden, montrent bien le caractère oblique et incertain de la politique extérieure du président du Conseil.

Blum, de toute évidence, flotte entre la pression anglaise et stalinienne, les faibles « versaillaises » de la Petite Entente.

Le dénommé Péri, porte-plume du Kremlin, s'affirme rassuré tout en multipliant les injures cafardes et les menaces onctueuses.

Le jeu de la paix et de la guerre continue donc sans que les ouvriers, les paysans et les classes moyennes qui en feront les frais, y comprennent goutte, sans que rien ne soit fait, ni chez les socialistes, ni à la C.G.T., pour qu'ils y comprennent goutte.

B.

## Les Jeunesses Libertaires Espagnoles en deuil

### La mort de Senderos

Le journal de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires, Juventud Libre, vient de nous apporter la pénible nouvelle de la mort d'un de ses meilleurs militants, de son directeur, le camarade Senderos.

Senderos, bien que tout jeune encore, était un des éléments les plus éprouvés du mouvement espagnol.

Il avait souffert des persécutions nombreuses pour notre cause, sacrifiant sa facile carrière de médecin à la défense des travailleurs.

A maintes reprises, il connut les poursuites et la prison. La dernière élection des droites en février le fit sortir de prison où il avait été condamné à quinze ans, pour sabotage.

Dès sa sortie de prison il fut de toutes les luttes, de tous les combats.

Senderos avait assumé des fonctions importantes dans la C.N.T. et dans les événements actuels la confiance des camarades l'avait placé à la direction du journal des Jeunesses.

Mais il n'avait pu se résoudre à rester à l'arrière.

C'est dans les combats qui se sont déroulés lors de la prise de Tolède qu'il a trouvé la mort, en combattant vaillamment avec les miliciens. Nos camarades espagnols lamentent justement sa mort qui fut celle d'un vrai anarchiste, d'un vrai révolutionnaire.



# Le Coin des Jeunes

## Pourquoi je viens à l'anarchisme

Le désintéressement, que jusqu'alors j'avais manifesté à l'égard des problèmes sociaux, m'avait laissé dans la plus complète ignorance de ceux-ci. Je méconnaissais les hommes, car j'ignorais tout d'eux. Rien de ce qui était l'objet de leurs pensées n'était encore entré au tribunal de ma raison. Politique, philosophie et religions ; toutes ces choses auxquelles ils s'adonnaient avec plus ou moins d'ardeur, et parfois même de ferveur, étaient hors de mes connaissances. Et, parce que je tenais à ne point y demeurer plus longtemps étranger, je suivis cette foule en qui je venais de placer mon espoir ; cette foule incompréhensiblement meilleure que l'autre, mais non moins stupide ; cette masse qu'enthousiasme l'appartenance d'un culte nouveau, ou la voix d'un homme dont l'éloquence masque souvent la sincérité.

Je fus ainsi conduit à fréquenter les adeptes du bolchevisme, et qui j'accordais toute ma confiance. On me grisa de mots ; de mots que je ne comprenais pas, mais que la résonance seule suffisait à faire accepter. D'ailleurs j'étais encore sous l'emprise de mes anciennes idées ; de ces idées dans l'acceptation desquelles la raison n'intervient jamais, et que nous suggère le milieu social où nous vivons ; de ces idées que forge en nous la vue de la grandeur, de la considération, de la célébrité. Et j'avais peine à me débarrasser de tous ces préjugés sans fondement ; de tous ces outils à dupes que l'autorité emploie, avec tant d'aisance et si peu de scrupules, pour maintenir ses prérogatives sur l'ignorance des masses dont elle est à la fois l'artisan et la conservatrice. J'étais à point pour accepter une dictature ; aussi ne pouvais-je croire un seul instant qu'il puisse y avoir d'autres moyens pour édifier une société nouvelle. Je ne discernais pas encore l'incompatibilité du socialisme avec cette chose qui lui est contraire, l'imposition. Mais j'eus la chance de rester fidèlement attaché aux principes révolutionnaires ; c'est ce qui me détourna du mauvais chemin sur lequel je m'étais engagé.

Peut-être était-ce parce que les raisons qui firent de moi un partisan de la Révolution sociale relevaient d'un sentiment d'indépendance que j'éprouvais envers les libertaires une sympathie toujours en éveil. Mais la logique n'était pas mûre en mon esprit ; et toutes les invraisemblances

que l'on formule en guise de renseignements sur l'anarchisme m'avaient maintenu hors de cette voie. Puis, le courage de ne rien accepter sans en avoir préalablement recherché la valeur effective m'étant venu, j'entrevis l'imposture de ceux qui, au nom de nos espérances, se promettent de ne nous conduire que là où sont leurs intérêts. J'avais ainsi défini ma position. Je commençais à comprendre que l'autorité ne peut amener qu'à sa fin toute organisation sociale s'échafaudant sur elle.

Et, parce que je veux lutter pour l'édification d'un monde où les hommes naîtront et demeureront libres et égaux ; parce que je suis un communiste qui n'ignore pas le sens véritable du mot dont il se qualifie ; je viens vers les seuls révolutionnaires capables de nous donner tout cela, c'est-à-dire vers ceux qui se réclament de l'Anarchisme.

Un jeune du G. A. d'Aulnay-sous-Bois.

## J. A. C.

Groupe d'Etudiants Libéraux (G. E. L.). — Le G. E. L., groupe d'étudiants et de lycéens de la J. A. C. est constitué. Les réunions auront habituellement lieu au local de... Que Faire ? 15, rue du Petit-Pont. La première réunion qui aura lieu ce soir vendredi 9 octobre, à 21 heures, se tiendra exceptionnellement au Café Biard, boulevard Saint-Michel (à côté de Copulade). Vu la grande importance de l'ordre du jour, la présence de tous les camarades est nécessaire. Pour tout ce qui concerne le Groupe, assister aux réunions ou s'adresser à Delman, au « Libéraire ».

Ce soir, vendredi, première réunion du G. E. L., café Biard, boulevard Saint-Michel (près Copulade) à 21 heures.

XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>. — Réunion du groupe J. A. C. tous les vendredis, à 20 h. 30, 79, faubourg Saint-Antoine.

XIII<sup>e</sup>. — Réunion du groupe J. A. C. tous les jeudis, 7, place de la Butte aux-Cailles.

XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup>. — Réunion de la Jeunesse anarchiste tous les jeudis à 8 heures précises, 109, rue de Crimée. Réunion du groupe adulte à 9 heures, même adresse.

XVI<sup>e</sup>. — Réunion du Groupe J. A. C. tous les mercredis au « Libéraire », 29 rue Plat. Attention au changement d'adresse dans le prochain communiqué.

Les camarades des groupes J. A. C. de Paris et de banlieue sont priés d'envoyer leurs communications à Ringas, au « Libéraire ».

Banlieue Sud. — Réunion tous les mercredis à 21 heures au « Petit Buffalo à la Porte d'Orléans ».

Courbevoie. — Les camarades désireux de former un groupe J. A. C. sont priés de se mettre en rapport avec Daurat au « Libéraire ».

## Une tournée de propagande avec projections

L'Union Anarchiste organise une tournée de conférences avec projections de films sur les événements d'Espagne. Elle sera faite par nos camarades Ridel et Carpentier.

Le succès de cette tournée est certain. Le bénéfice sera consacré à l'œuvre du centre de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne.

Que tous les groupes susceptibles d'organiser ces conférences écrivent au plus tôt à l'Union Anarchiste.

## LE FRONT REVOLUTIONNAIRE

## Ordre du jour du meeting de samedi

6.000 travailleurs parisiens réunis à l'appel de l'Union Anarchiste et de la 5<sup>e</sup> Section S. F. I. O. dans la salle de la Mutualité

Nous commençons ci-dessous la publication de l'intéressant rapport que la Fédération anarchiste italienne nous a communiqué sur la situation générale économique, politique et sociale de l'Italie fasciste.

...

Ce qui suit est une réponse aux fausses affirmations que le « Duce » fait souvent dans ses discours ou dans les interviews à caractère international et aux récits fantaisistes de prospérité que racontent à l'étranger les agents du fascisme. C'est également une réponse à ceux qui vont en Italie en villégiature avec le portefeuille bourré de billets de banque.

Nous donnons ci-après la situation exacte intérieure de l'Italie afin que tous les travailleurs se rendent compte de la misérable et triste situation économique du peuple italien ainsi que de l'état d'esclavage politique dans lequel ce peuple est obligé de végéter.

## LES SALAIRES

Mécaniciens : Première catégorie : 3 livres à l'heure. Deuxième catégorie : livres 2,70 à l'heure. Troisième catégorie : livres 2,50 à l'heure.

Manœuvres : Lire 1,50 et 1,70 à l'heure.

L'industrie du bâtiment possède le même barème de salaires. Dans les autres industries, en général, le salaire maximum d'un homme est de lire 1,90 à l'heure.

La femme gagne seulement de livres 5 à 9,50 par jour.

Une femme qui occupe un emploi de contremaître ou qui possède un métier spécialisé gagne 11 livres par jour. Les femmes de ménage gagnent 2 livres par jour.

Les ouvriers agricoles gagnent de 6 livres à 7 par jour pour 9 heures de travail effectif.

Les sages-femmes des cliniques ou des hôpitaux gagnent 7 livres par jour.

Les retenues pour assurances sociales sont de livres 11,50 pour dix jours de travail, soit 23 livres par mois en prenant comme base la semaine de 40 heures.

En plus de la retenue pour assurances sociales, ces salaires sont encore diminués par la déduction des cotisations syndicales qui sont obligatoires.

A ces salaires de famine, il faut encore déduire de temps en temps, le montant du sa-

laire d'une journée de travail, qui, par ordre des dirigeants syndicaux ou des chefs de la section fasciste locale doit être laissé « volontairement » à la Nation, pour des œuvres plus ou moins de bienfaisance patriotiques. Ces souscriptions « volontaires » sont appelées en Italie : « giornata per il duce » (journée de travail donnée au Duce).

Les allocations familiales sont de 48 livres par mois pour trois enfants. Mais on perd le bénéfice de ces allocations si, pendant le mois, l'ouvrier a été dans l'obligation de travailler seulement une heure supplémentaire.

Or l'ouvrier, lorsqu'il reçoit l'ordre d'exécuter des heures supplémentaires, peut difficilement refuser, car il peut être immédiatement chassé de son emploi.

## LE PRIX DES DENREES ET DES MATIERES DE PREMIERE NECESSITE

Pain de luxe : 3 livres le kilogramme.

Pain ordinaire : 2 livres 20 le kilogramme.

Pain populaire bluté à 30 % : 1 livre 60.

Mais ce pain est très noir et difficile à digérer. Quand ce type de pain a été créé les boulangers furent unanimes à protester et l'indignation des femmes du peuple fut très vive.

Le vin coûte : 2 livres 50-2 livres 80 et 3 livres le litre.

La bière : 4 livres le litre.

L'huile d'olive : 7 livres 50 le kilogramme.

L'huile d'arachide : 5 livres le kilogramme.

Le sucre : 6 livres 30 le kilogramme.

Le café : 25-28-30 livres le kilogramme.

La viande pour le pot-au-feu : 5 livres 50 le kilogramme.

Les viandes de veau, de bœuf, etc. : 14-15-16 livres le kilogramme.

Les fruits : 2,50-2,80 livres le kilogramme.

Les légumes frais : 2,50-3 livres le kilogramme.

Le savon : 1 livre 25 les 250 grammes.

# Octobre 1936

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Si la dévaluation ouvre de nouvelles perspectives à la vie économique et aux luttes qu'elle entraîne, elle marque aussi un tournant de la politique internationale.

Le Gouvernement français se rapproche étroitement de l'Angleterre et des Etats-Unis, les deux plus grandes démocraties du monde, les deux plus grands impérialismes aussi.

Je me souviens d'avoir entendu jadis Jaurès célébrer un tel rapprochement avec l'Angleterre et l'Italie (alors aussi « démocratique »). Il y voyait un gage de paix et une sorte de libération de l'alliance franco-russe. Il se trompait.

Le prolétariat français ne doit pas plus être la victime de l'impérialisme anglo-saxon que de la dictature stalinienne.

Et pour cela il y a un combat à mener contre tous les préparateurs de guerre, tous les préteurs d'alliances, tous les entrepreneurs de chauvinisme, les promoteurs d'armements, tous les zélés de l'industrie de mort plus ou moins « nationalisée ».

Et pour cela il faut se coaliser ; tous ceux qui ne veulent pas revoir « l'Union Sacrée », tous ceux qui veulent pour l'humanité, pour les travailleurs, un autre avenir que de discipline sanglante et de stupide massacre, et faire entendre notre voix plus haut que celle des travailleurs de Marseille.

Et il nous faut aussi défendre et ne pas laisser oublier et sacrifier les victimes du militarisme. Il nous faut sommer ces messieurs les élus du Front Populaire de se décider à les amnistier, sans distinction ni exception. Il faut réclamer, non pas grâce, pitié, clémence, pardon, mais réparation pour tous ceux, connus ou ignorés, qui ont été condamnés à la guerre, et à la préparation de la guerre, dans toute la variété de leurs conceptions et de leurs convictions, méritant tous, notre sympathie et notre gratitude.

## EPSILON.

## LA MORT DE GOEMBOES

## Une belle carrière de brigand

Le général Goemboes est mort mardi près de Munich — en vrai général, dans son lit.

Représentant des conservateurs modérés et des agrariens, Goemboes occupait la présidence du conseil de Hongrie depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1932. A travers lui, c'est l'armée et le capital foncier qui tyrannisaient ces malheureux pays.

Dès la fin de la guerre, âgé alors de 32 ans, il se signala à l'attention du capital par sa haine féroce de la révolution. En novembre 1918, Budapest est aux mains des révolutionnaires. Goemboes prépare minutieusement son plan, multiplie les organisations contre-révolutionnaires, entre en rapport à Vienne avec le ministre Bethlen et les militaires français pour briser la révolution hongroise.

Le mouvement anarchiste écrasé, le valet du militarisme hongrois se hisse au pouvoir politique sur le programme des agrariens. Aux côtés du comte Bethlen, il entreprend contre le mouvement révolutionnaire, une guerre de tous les moments. Il évince à temps une restauration monarchique, se sépare momentanément de Bethlen, pour s'installer en 1929 au ministère de défense nationale, premier pallier vers la dictature.

Il travaille à faire de l'armée l'outil perfectionné du capital. La malheureuse Hongrie est sillonnée des agents du « général ».

Le 1<sup>er</sup> octobre 1932, il forme le cabinet qu'il conserve jusqu'à sa mort.

Il élimine peu à peu le vieux parti agrarien pour fortifier sa dictature personnelle.

Il termine en chien doré et regrette du capital, une carrière toute entière dirigée contre le prolétariat, une belle carrière de brigand.

# LA VOIX DE PROVINCE

## AIMARGUES

Souscription en faveur des combattants espagnols. Recettes. — 3 listes 308 ; Groupe Libéraire de Lunel, 300 ; Montgion, Perpignan, 100 ; Bénédictins tournée Hurat, 200 ; 4<sup>e</sup> liste, 200 ; liste espagnole, 100. Total : 1.208 fr.

Total listes précédentes : 1.069. Total général, 2.277 francs.

Dépenses. — Comité antifasciste de Lunel, 220 ; Comité antifasciste Bayonne, 207 ; Comité Révolutionnaire Espagnol, 600 fr. Total : 1.027. Total des listes précédentes : 1.119. Total général : 2.146 francs.

Le Comité remercie tous les donateurs et tient les listes à leur disposition.

Les camarades qui veulent s'abonner au Lib. doivent s'adresser à Abel Chastellier, Grande-Rue d'Aimargues (Gard). Un service de librairie peut procurer livres et brochures.

## REIMS

Reims. — Un meeting organisé par les Jeunes Syndicalistes, Socialistes et Communistes s'est tenu samedi soir, 3 octobre, à la salle municipale, boulevard Cartier, où fut traité ce sujet : Les revendications des soldats.

Une demande d'exposer notre point de vue sur le sujet fut déposée sur le bureau. Mais, sans doute qu'un des orateurs avait craint pour le succès de sa cause, car satisfaction ne nous fut pas donnée. Passant outre, un compagnon monta sur la tribune et exposa que les anarchistes furent et sont restés antimilitaristes et il démontra la valeur de notre thèse par l'exemple que nous donnent les camarades espagnols qui, sans adjoint Flick ou colonel Ronchon, pour les commander, tiennent tête vaillamment, avec un armement bien inférieur, aux spahis de Franco et Mola, sans négliger, en pleine bataille la reconstruction économique du pays sur la base du communisme libertaire.

Il mit également en garde l'auditoire contre la menace fasciste et lui dit de ne pas trop compter sur la police et l'armée républicaine pour écarter ce danger, mais se mettre en état de défense, prêt à faire front à l'attaque.

Notre point de vue fut très bien accueilli par la généralité des auditeurs.

Bonne réunion. Les camarades diffusèrent le « Libéraire » et vendirent de nombreuses brochures, plusieurs camarades demandèrent leur adhésion au groupe anarchiste.

Pour le groupe : Raoul Lebeau.

## TENAY (Ain)

Profitant d'une tournée de conférences de la C. G. T. S. R. dans la région sur les événements d'Espagne, nous avons décidé d'en organiser une samedi 3 octobre dans la salle de la mairie de notre localité. A notre appel 200 personnes dont beaucoup étaient venues des environs ainsi que de nombreuses femmes se pressaient pour entendre les deux orateurs : Castelli, de la C. N. T., délégué espagnol, et Mirande, de la C. G. T. S. R. retour d'Espagne.

Leur exposé, suivi avec attention, fut souvent interrompu par des applaudissements, surtout lorsque Castelli nous parla du courage avec lequel nos camarades allaient à la lutte et la confiance qu'ils avaient dans son issue.

Mirande nous expliqua en détail les mesures prises pour mettre en application la doctrine du communisme libertaire, par nos camarades de la C. N. T. et cela, sans attendre vingt ans de révolution.

Tous deux nous parlant du pacte de non intervention, nous démontrèrent que seuls nos camarades étaient lésés puisque les fascistes continuent à être ravitaillés.

Une collecte faite à la sortie a produit 192 francs. A noter que la cellule communiste de Tenay qui devait se réunir le même soir invita ses adhérents à assister à notre conférence. La réunion fut remise et les communistes ne furent pas les derniers à applaudir nos camarades. Donc, un bon point. — J. M.

## PARIS-BANLIEUE

## MONTRouGE

UN PEU DE PUDEUR CAMARADES COMMUNISTES

Nous trouvons dans votre organe régional : l'« Aube Nouvelle », au sujet de la réunion organisée le 29 septembre par l'U. A. votre méthode coutumière, c'est-à-dire le mensonge. Il faut que les faits soient exacts et nous les mettons au point. Le camarade Chartrier était arrivé au début et assis dans le premier fauteuil du cinquième rang à droite de la porte : Coquet arriva peu après et resta dans la chambrante de la porte, gênant ainsi la circulation et faisant tel un jeune collégien, des gestes de provocation. Il est possible qu'il ne soit pas d'accord avec Marceau Pivert. Mais son rôle de chef et fonctionnaire soviétique à salaire de 15 à 1.700 francs par mois, ce que beaucoup de camarades de sa

suite ignorent, c'était d'apporter la contradiction. Cela aurait évité aux vauriens Coquet et Chartrier de se faire bousculer comme ils le prétendent. Pensez-vous que contre les provocateurs, nous employons la houpette à poudre ainsi que les dames. Ce serait là une erreur.

Dites toute la vérité, cela vous servira dans la vie. Coran.

## GRouPE D'ACTION PACIFISTE ET SOCIALISTE DE GAGNY

Samedi dernier, quatre cents personnes environ étaient présentes à la réunion organisée par le Parti communiste, salle Trianon, au Chénay.

Après un lever de rideau fait par un camarade de la cellule locale, le député-maire communiste Cossanneau vint justifier la politique de son parti à l'égard du Front populaire et les conséquences qu'elle comporte. Mais ce n'était pas le Cossanneau des grands jours et l'on sentait planer une atmosphère de gêne, car son rôle était, de son propre aveu, devenu bien ingrat.

Appel fut fait ensuite à la contradiction. Notre camarade Chazot se chargea de mettre en pièces le beau discours du député, notamment au sujet des exécutions en U. R. S. S., de la dévaluation, de l'emprunt dans les syndicats, de la politique vis-à-vis de la non-intervention, etc. Il rétablit la vérité sur le rôle des éléments qui luttent en Espagne pour leur affranchissement et le nôtre. Et il termina sur un vibrant appel à la classe ouvrière pour rejoindre ses organisations syndicales, seules capables, en dehors de tout parti politique, de réaliser sa libération.

Il fut écouté avec calme et attention par l'auditoire qu'il tint en haleine pendant plus d'une heure. D'ailleurs, le meeting bénéficiant du décalage horaire, se termina seulement vers une heure du matin.

En définitive, une bonne réunion pour nous et du bon travail de propagande ! Effort qui gagnerait à être plus soutenu dans les circonstances que nous traversons.

## LES ENTENTES INDUSTRIELLES CONTRE LE SYNDICALISME

De source autorisée il nous parvient que le Parlement sera saisi, dès la rentrée des Chambres, d'un projet de loi sur les « ententes industrielles ».

Ainsi sous le gouvernement de paix sociale du Front populaire se manifestent les tentatives de fascisation du mouvement ouvrier présentées il y a quelques temps par l'affaireiste Flaminio alors qu'il était au pouvoir et qui, comme chacun le sait, est l'homme du grand capital.

Les ententes industrielles ne sont, en effet, pas autre chose que l'application du corporatisme en honneur sous les régimes hitlériens et mussoliniens. Comme les corporations fascistes elles supposent l'association par profession des patrons et ouvriers dans une même organisation où les représentants patronaux auront la majorité et où les travailleurs seront livrés pieds et poings liés aux fantaisies du capitalisme.

Nous aurons résumé l'ensemble des dispositions de ce projet en précisant qu'il consiste à appliquer aux ouvriers un contrat collectif « excluant toute possibilité de conflit » et comportant en contre-partie l'arbitrage obligatoire.

Les militants syndicalistes devront suivre attentivement cette question et veiller à la défense de l'indépendance du syndicalisme dans la lutte contre l'asservissement du prolétariat.

## C. G. T. S. R.

## CHEZ GNOME ET RHONE

Notre camarade Dufour, avec la collaboration des copains de la Section syndicale, avait passé il y a quelques jours, une liste de collecte pour nos camarades de la C. N. T.

A notre satisfaction, cette collecte a rencontré une grande sympathie parmi les ouvriers, et cela malgré un boycottage intense de la part d'éléments soi-disant syndicalistes.

La semaine dernière, la Section avait décidé d'en afficher le résultat ainsi que le reçu.

Nos copains se sont vu refuser le droit aux placards d'affichage et cela de façon particulièrement brutale. Le motif invoqué fut : C.G.T. S.R. sur notre apier.

Il est vrai que chez Rhône, l'on ne connaît pas ou plutôt l'on fait semblant de ne pas connaître nos camarades.

Il est juste cependant de reconnaître l'attitude de quelques délégués qui se sont désolidarisés de cet acte mesquin de dictature.

Quant aux autres, nous leur disons, — car peut-être l'ont-ils oublié, — que nous serons toujours des syndicalistes et rien que des syndicalistes.

La Section Syndicale Gnome et Rhône.

## LES CONDITIONS DE VIE DU PEUPLE ITALIEN

# L'imposture du régime corporatif dévoilée

Le pétrole : 4 livres le litre.

L'essence : 2 livres 80 le litre.

L'alcool à brûler : 5 livres le litre.

Les loyers des maisons nouvellement construites et les loyers des maisons meublées sont très chers.

Les vêtements, les chaussures sont vendus approximativement au même prix que ceux pratiqués dans les autres nations comme par exemple en France et en Suisse.

Si nous tenons compte des prix ci-dessus indiqués et qui concernent les aliments et les produits de première nécessité, si nous faisons le rapprochement avec le barème des salaires, nous voyons, comme cela est confirmé dans la vie pratique quotidienne, que le repas d'une famille ouvrière est composé d'une soupe, d'une salade d'herbes ou de légumes et pain. Peu de vin et pas à tous les repas. Cette famille ne peut manger de la viande qu'une fois par semaine, elle ne peut plus boire de café.

Les réjouissances pour le peuple ont disparu.

Les spectacles cinématographiques ne coûtent que 1 lire mais les salles sont presque vides.

Le théâtre de l'Opéra, si apprécié et goûté autrefois par le populaire italien ne coûte que 3 livres, mais les riches seuls peuvent maintenant y aller.

La vie dans les villages et les villes est devenue triste et monotone.

Cette tristesse, cette monotonie, sont rompus seulement les jours de grandes parades et d'excursions collectives où la présence de tous les citoyens est obligatoire.

Disparus l'entrain et l'animation du samedi soir.

Disparues les parties de campagne familiales et les joyeuses promenades en groupe de jeunes gens.

Les lieux publics où le peuple a l'habitude

de se rencontrer, les bars, doivent être fermés de bonne heure ; les ventes et transactions sont interdites le dimanche, les magasins et les marchés publics sont également fermés le dimanche. Ce jour-là, les bars seulement sont autorisés à ouvrir leurs portes.

Dans les campagnes, les paysans souffrent de cette monotonie qui règne partout ; les produits qu'ils récoltent se vendent très lentement ou ne se vendent pas du tout et ont perdu toute valeur marchande. En effet, caractéristique est l'épisode suivant :

Si vous demandez un verre d'eau, le paysan vous apportera un seau plein de vin et insistera pour que vous buviez à volonté, sans aucune retenue.

Le paysan ne trouve plus à vendre ni son blé, ni son vin. La nouvelle récolte arrive que la vieille se trouve encore au grenier ou à la cave.

## LE CHOMAGE

Depuis l'application de la semaine de 40 heures dans certaines industries, on a pu noter une certaine diminution du nombre des chômeurs.

Mais dans la pratique le pouvoir d'achat de la classe ouvrière n'a pas augmenté car les ouvriers qui au moment de l'application de la loi de 40 heures occupaient un emploi ont vu leur salaire diminuer proportionnellement à la diminution des heures de travail.

Un ouvrier chômeur, pour percevoir l'indemnité de chômage pendant trois mois s'élevant à 3 livres 75 par jour, doit avoir travaillé d'une façon ininterrompue pendant 52 semaines.

L'indemnité de chômage est due seulement pendant trois mois. Passé cette période, l'ouvrier en chômage ne touche plus rien. Pour avoir droit à une nouvelle indemnité, l'ouvrier doit avoir la chance (chance à peu

près impossible) de trouver un emploi pendant une nouvelle période de 52 semaines.

Il faut noter qu'à l'encontre de presque tous les Etats civilisés, la classe ouvrière seule constitue elle-même sa caisse pour indemnité de chômage par des prélèvements, des retenues effectuées par les employeurs lors du règlement de la paie de l'ouvrier. L'Etat qui, suivant la théorie fasciste, représente et personnifie la société tout entière, ne se soucie d'aucune façon d'assurer par une indemnité, même minime, la contre-partie de la perte de l'emploi de plus d'un million de ses membres.

## LES IMPOTS

Toutes les classes sociales sont imposées lourdement. Les impôts sont assis sur toutes les choses qui, à tort ou à raison, paraissent impossibles au législateur fasciste.

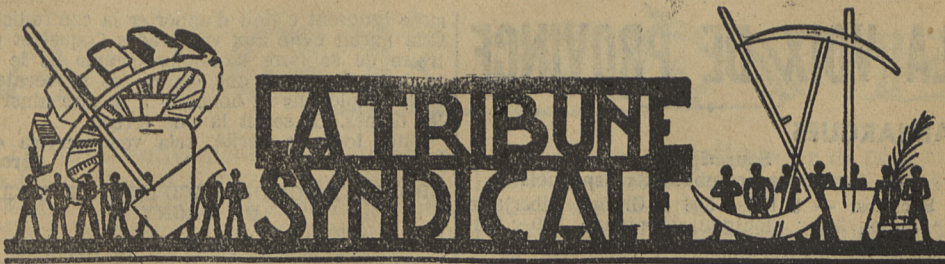
Les portes, les grilles des maisons sises en bordure de la voie publique payent un impôt de 10 livres par an.

Les personnes qui possèdent une machine à coudre doivent payer un impôt spécial.

Les poules et les lapins, si leur nombre dépasse le chiffre de CINQ, sont passibles d'un impôt.

La classe paysanne est écrasée par les charges fiscales. Exemple : le vin





## Pour une politique ouvrière

Ainsi, une nouvelle fois, le gouvernement Blum a capitulé devant l'intransigeance du Sénat « républicain » qui se refuse à l'application de mesures compensatoires à la diminution du pouvoir d'achat ouvrier qu'entraînera inévitablement la dévaluation monétaire.

A l'échelle mobile primitivement proposée, aux mesures pourtant considérablement rétrécies soumises en deuxième lecture, ces messieurs ont substitué un texte embrouillé à souhait qui est un chef-d'œuvre de casuistique. Qu'on en juge par cet extrait :

« Au cas où, avant le 31 décembre 1936, une hausse notable du coût de la vie viendrait à se produire par rapport aux indices du 1<sup>er</sup> octobre 1936, le gouvernement pourrait, après avis du Conseil national économique, et par décret en Conseil d'Etat, organiser des procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoires ayant effet pendant une durée de six mois, en vue du règlement des conflits du travail nés des conséquences de cette hausse, et ayant trait à la réduction, à l'exécution et à la révision des clauses des conventions collectives relatives aux salaires. »

Toutes ces considérations, ces procédures compliquées sont autant de conditions, autant de barrières accumulées pour endiguer la poussée revendicative ouvrière, tout en permettant au gouvernement du Front populaire d'échapper à ses responsabilités.

Eh bien, non ! la classe ouvrière ne saurait être plus longtemps la dupe de cette comédie qui risque de lui enlever un à un les avantages arrachés de haute lutte au cours du magnifique mouvement de juin.

Sa trop grande confiance dans le gouvernement de Front populaire — qui prétend gouverner dans la paix sociale et le respect de la légalité bourgeoise — a permis au patronat d'obtenir de ce gouvernement la condamnation de l'occupation des usines, de la « grève sur le tas ». Elle lui a permis de se ressaisir, d'engager une vigoureuse contre-offensive pour reconquérir le terrain perdu.

La classe ouvrière attendait du gouvernement qu'il fasse respecter les lois sociales imposées aux réactionnaires dans un moment de frousse intense. Elle est une fois de plus victime de sa crédulité. L'impuissance gouvernementale à appliquer une politique ouvrière permet au patronat de violer ouvertement les accords conclus. Un peu partout, les conventions collectives sont dénoncées, les congés payés contestés ; sous divers prétextes, les délégués ouvriers sont renvoyés, des licenciements sont opérés pour éliminer les éléments ouvriers les plus actifs, quand ce n'est pas le lock-out d'entreprises en pleine activité.

Quant à la semaine de quarante heures votée depuis le 20 juin, elle est encore du domaine revendicatif. Combien de temps les grandes victimes de cet état de choses, les chômeurs, secourus ou non, attendront-ils encore du prolétariat organisé l'effort de solidarité qui imposera, par la réduction du temps de travail, du travail pour tous ?

Les conséquences de la dévaluation, si profitables au capital industriel, vont encore venir aggraver le sort misérable de cette fraction de la classe ouvrière dont la situation douloureuse était l'objet des préoccupations « urgentes » des candidats du Front populaire.

Ainsi, sous la pression des politiciens d'affaires de la Chambre et du Sénat, au service du capital, le gouvernement de Front populaire se refuse à accorder aux travailleurs, occupés ou non, les rajustements indispensables aux fluctuations du coût de la vie.

Que va faire la classe ouvrière dont la direction syndicale a pour souci dominant de sauvegarder l'existence du gouvernement, fut-ce au détriment des conquêtes ouvrières ?

En effet, devant le sabotage patronal, les dirigeants ouvriers ne savent que prêcher le calme, qu'engager les travailleurs à ne pas répondre aux « provocations patronales » destinées, paraît-il, à renverser le gouvernement de Front populaire qui « réalise ce qu'il peut » mais qui sait que « tout n'est pas possible ». Comme nous sommes loin des réformes de structure préconisées dans le fameux plan d'urgence confédéral.

On a pu voir au dernier Conseil national les mises en garde contre les délégués d'atelier, contre « l'impulsivité de la masse » qui se permet de répondre par la grève et l'action directe aux nouvelles attaques du patronat.

Nous considérons, nous, que devant l'attitude d'un gouvernement qui, malgré les divergences profondes des intérêts en présence, persiste à rechercher une conciliation impossible et préjudiciable aux intérêts ouvriers, le rôle d'une direction syndicale, forte des cinq millions d'adhérents qu'elle représente, devrait être de poser hardiment sa candidature à la gestion économique partout où le patronat se refuse à l'application des revendications ouvrières, légalisées par le Parlement.

Le remède au marasme économique actuel ne souffre pas de demi-mesures. Si les classes moyennes peuvent difficilement supporter les charges nouvelles résultant des améliorations sociales et de la dévaluation, par contre, les magnats de l'industrie qui s'appuient sur elles pour conserver leurs dividendes, ne doivent pas être épargnés. C'est là qu'il faut frapper pour faire rendre gorge aux monopoles des trusts et de la finance.

Si cette politique hardie n'est pas pratiquée, les masses paysannes et les classes moyennes,

et sans doute une partie de la classe ouvrière, qui avaient fondé certains espoirs sur le Front populaire, seront rejetées vers le fascisme qui se prépare à exploiter leur mécontentement.

Déjà, dans des usines occupées, des formations fascistes ont tenté des opérations de « nettoyage ». On a vu, dimanche dernier, les Croix de Feu s'emparer du pavé parisien.

De nouvelles luttes se préparent, dont le caractère sera infiniment plus grave qu'en juin, en raison surtout de l'attitude équivoque des dirigeants du Front populaire, et en particulier de la direction syndicale.

Dans les usines, chantiers et entreprises diverses, les travailleurs doivent surtout compter sur eux-mêmes pour sauvegarder leur droit à la vie et leurs libertés chèrement acquises.

Ils doivent sans tarder étudier au sein de leurs comités d'entreprises les moyens appropriés pour renforcer le contrôle ouvrier, pour forcer le secret commercial qui cache les rapines du patronat. Ils doivent enfin exercer une pression énergique sur les responsables de leurs organisations et se passer de leur concours s'ils refusent de prendre leurs responsabilités dans l'action qui s'impose.

N. FAUCIER.

### TRAVAILLEURS, ALERTE

En dernière heure, nous apprenons par la presse que les menaces de Blum et de Salengro viennent de recevoir un commencement d'exécution.

La police, avec une brutalité inouïe, a fait évacuer les locaux de la Chocolaterie des Gourmets, située à Paris, 56, rue Violet, et qui était occupée depuis dix-sept jours par les ouvriers en lutte pour l'application du contrat collectif violé par les patrons.

Se servant d'un camion comme d'un tank, les policiers ont défoncé les portes, et sauvagement matraqué les ouvriers qui résistaient.

Ainsi, le gouvernement du Front populaire, digne imitateur de celui des Noske et Scheidemann, se révèle le défenseur zélé de l'ordre bourgeois et se prépare à réprimer au besoin dans le sang toute velléité de révolte ouvrière pour la défense du pain.

Travailleurs, préparez la riposte, défendez-vous contre les chefs traîtres et félons. Plus que jamais : action directe !

## Vive l'occupation des usines !

### La grève de chez Sautter et Harlé

Plus de trois semaines d'occupation... Si les ouvriers de cette usine tiennent ferme, c'est qu'ils sentent derrière eux la protection morale de tous les métallurgistes, voire de l'ensemble des prolétaires de la Région Parisienne. Le 27 septembre encore, arrogants et cyniques, les patrons prétendaient avoir conclu avec le citoyen Max Dormoy, sous-secrétaire d'Etat, un accord prévoyant la capitulation complète et inconditionnelle des ouvriers ; les principaux points de ce soi-disant accord étaient : évacuation immédiate de l'usine, paye échue envoyée à domicile trois jours après l'évacuation, non paiement des jours de grève, maintien du licenciement de 20 desinateurs (cause du conflit), engagement du gouvernement à empêcher toute occupation future ; comme unique contre-partie favorable aux ouvriers, la promesse de ne renvoyer personne pour fait de grève.

Les fonctionnaires socialistes Max Dormoy et Paul Faure démentirent formellement le fait de l'accord ; il n'y avait là en réalité que l'exposé de la thèse patronale.

Se sentant démasqués et sachant que chaque jour d'occupation leur cause des pertes graves, les patrons reculent tout en cherchant à manœuvrer.

Il vient de paraître dans le journal fascisant, le *Journal*, du 4-10, un article manifestement inspiré par la partie la plus importante se résume en une phrase :

« La direction des usines Sautter-Harlé attend maintenant une nouvelle convocation du gouvernement. Mais elle ne consentira à reconnaître que les délégués régulièrement élus et n'admettra pas d'avoir affaire à un comité de grève établi en violation de l'article 25 de la convention collective. »

Ainsi ces Messieurs qui jusqu'à présent venant au ministère prétendaient ne pas être reçus dans la même pièce que les représentants ouvriers, obligent ainsi les ministres à courir d'une chambre à l'autre rapportant et transmettant les réponses, admettent maintenant de rencontrer des délégués à condition que ceux-ci ne constituent pas le comité de grève.

S'ils pensent qu'un personnel aussi combattif et tenace que celui de Sautter et Harlé serait en peine de trouver de nouveaux délégués aussi fermes et perspicaces que les membres du comité de grève, ils se trompent. Mais ils veulent avant tout semer le discrédit et la méfiance, en excitant la lutte des tendances politiques en s'acharnant contre le comité de grève et, en particulier, contre notre ami Guyard, un de nos meilleurs militants de la Région Parisienne.

Peine perdue : le Comité de grève dans une réponse pleine de bon sens, a montré que Guyard n'était pas un meneur, « à la tête du comité » mais bien un délégué, régulièrement élu apprécié dans les milieux syndicaux de la C.G.T., en tant que membre

de la Commission Exécutive des métaux. Quant à la qualité d'anarchiste qu'a Guyard (et à l'Union Anarchiste nous sommes fiers d'avoir des hommes comme lui dans nos rangs) elle n'a pas à être invoquée par les patrons ; en effet, Guyard agissant en tant que membre du Comité de grève exécute les directives du personnel comprenant des ouvriers de toutes tendances et n'a pas en ce domaine à attendre des ordres des groupes anarchistes que ceux-ci d'ailleurs n'ont jamais songé à donner.

On s'est fait du bon sang à l'usine Sautter-Harlé en lisant l'article du « Jour » et surtout ces mots, précisant paraît-il « la loi du milieu cégeste » : Si tu touches à une machine, si tu sors de l'usine, tu seras puni. » Autour du « marbre » de tracage, cette brave foule d'ouvriers exultait en écoutant la lecture du texte, en ayant devant les yeux les camarades en habits de ville, leur coiffet sous le bras, qui précisément attendaient contact avec la vie familiale.

Mais que les lecteurs du « Libéraire » ne croient point que cette joyeuse humeur exclut la compréhension claire de la gravité de la lutte ; les métallurgistes tenant l'usine savent plaisanter, se divertir, mais à la première menace, ils se redressent immédiatement. Plus d'une fois des alertes créées par l'approche d'éléments suspects ont permis de se rendre compte de leur fermeté ; aussi maintenant que la question de l'offensive du Comité des Forges préoccupe le bureau de la C.G.T., tout entière les chances de succès de l'avant-garde formée par les travailleurs de Sautter-Harlé grandissent encore.

L. N.

## L'influence des politiciens

### La grève des hôtels

En général les milieux ouvriers orients que le récent mouvement des travailleurs de l'industrie hôtelière a abouti à un succès ; il suffit de prendre contact avec les militants syndicaux de cette corporation pour se rendre compte une fois de plus que les intérêts des prolétaires ont été sacrifiés pour ne pas nuire au prestige du gouvernement Front populaire.

Les travailleurs de cette branche se groupent autour de deux syndicats importants : les cuisiniers et les travailleurs des hôtels proprement dits.

La direction de ce dernier est inspirée par les communistes ; ceux-ci veulent bien faire des difficultés au gouvernement Blum, quand il s'agit de lui imposer une politique russophile, mais ils se refusent à lui arracher de force la réalisation effective des accords Matignon, car ils ne veulent pas effrayer les radicaux, leurs futurs collègues au gouvernement Front français, par une attitude de classe, trop précise. Au cours de trois conseils syndicaux la direction a réussi à faire retarder la lutte en jouant habilement du prétexte qu'il fallait attendre le Salon de l'Automobile, moment favorable.

La lutte commença donc après des pourparlers vains. Il ne s'agissait pas simplement comme le croit généralement le public de forcer les patrons à accepter l'arbitrage gouvernemental lors de l'établissement du contrat collectif. Les garçons de café exigeaient un fixe de 30 fr. par jour dans les catégories inférieures des établissements ; ces fixes devaient atteindre 35 et 40 fr. s'il s'agissait d'hôtels et palaces. D'autre part, le personnel le plus désigné, les « verrières » et les « fruitières », demandait 750 fr. par mois. Les patrons opposaient à cela 27 fr. de fixe quotidien et de 550 à 600 par mois au petit personnel.

Le mouvement fut conduit avec vigueur et intensité, moralement soutenu par les chômeurs de la corporation qui loin de faire les jaunes étaient parmi les plus actifs pour débaucher les maisons récalcitrantes. 80 à 85 % de l'ensemble de la corporation firent grève. Quelques grandes boîtes faisaient tâche au tableau. C'est alors que la police du Front populaire intervint avec brutalité pour faire évacuer les hôtels occupés. Blum et Salengro devaient montrer à la bourgeoisie que les discours faits quelques jours auparavant pour améliorer la Bourse n'étaient pas de vaines promesses. Ils se gardèrent bien de « neutraliser » le lieu de travail. Ainsi à l'Hôtel Crillon où les grévistes étaient environ dans la proportion de 120 contre 60 traites la police chassa les 120 cégestes et laissa les jaunes. Aux Champs-Élysées des groupes Croix de Feu tentèrent de faire évacuer les terrasses occupées par le personnel. Les fascistes se heurtèrent aux formations syndicales défendant les leurs avec succès. Là encore la police de Langeron-Salengro se joignit aux fascistes suivant pas à pas la défense syndicale et s'acharnant contre elle.

Pendant ce temps, les coups de téléphone gouvernementaux assourdissaient la direction syndicale, pleurnichant, la suppliant de reprendre ses troupes en mains ; le gouvernement faisait surtout valoir l'argument qu'il protégeait la réunion communiste du Parc des Princes et qu'il serait très dangereux que la grève continuât le lendemain.

La direction fut communiste avant d'être syndicale ; elle fit sonner la retraite autour du grand meeting du samedi soir, criant victoire pour le simple fait que la délégation patronale acceptait sans aucun autre engagement de rencontrer les représentants ouvriers. Le même dirigeant syndical, Jacquet, qui avait toujours fait reculer le conflit en attendant le moment favorable, essaya de faire valoir la mauvaise impression produite au gouvernement et à l'opinion politique qui le soutient par cette lutte déclenchée lors du Salon de l'Automobile et des Six Jours.

Une bonne partie de la salle le conspuait et le siffia ; des syndiqués voulurent monter à la tribune pour lui dire son fait ; le coup des politiciens était réussi ; l'unanimité du mouvement était brisée.

Que va donner l'arbitrage gouvernemental devant une situation pareille ? D'autre part il est extrêmement dangereux de laisser surgir le découragement dans la corporation des garçons de café, très travaillée par les fascistes.

En résumé, belle lutte, commencée avec élan, arrêtée prématurément pour des calculs de basse politique.

L. N.

## LA VIE DE L'U. A.

Commission administrative. — Réunion lundi 12 octobre, à 20 h. 30 local habituel.

5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arr. — Réunion tous les jeudis, café d'Artagnan, rue Broca, 22.

Groupe du 9<sup>e</sup> arr. — Les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> vendredis de chaque mois des Causeries sont faites ou tous les sympathisants sont cordialement invités au Tabac, 52, rue des Martyrs.

Groupe du 14<sup>e</sup>. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14<sup>e</sup>, à 21 heures précises.

15<sup>e</sup> arr. — Le Groupe se réunit tous les vendredis au 69, rue de la Convention, chez Jourdan. Présence de tous indispensable.

17<sup>e</sup> arrondissement. — Le groupe se réunit le vendredi à 21 heures, au Café, 170, avenue de Clichy. Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du 18<sup>e</sup>. — Réunion du groupe tous les jeudis à 21 heures, 63, rue Doudeauville. Les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, assemblée d'informations ou tous les sympathisants sont fraternellement accueillis. Les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudis, réunion exclusivement réservée aux seuls adhérents de l'U. A.

Groupe du 19<sup>e</sup>. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 50 salle du café, 169, rue de Crimée.

20<sup>e</sup> arrond. — Réunion jeudi 15 octobre, à 20 heures 30, chez Bayle, 4, place Saint-Fargeau, métro Saint-Fargeau.

Causerie par le camarade Nicolas sur le Communisme Libéraire.

Montrouge, Bagneux. — Réunion du groupe à la permanence, 45, av. de la République, à Montrouge, vendredi 2 octobre.

Bagnole. — Le Groupe devant les circonstances présentes se réunira tous les vendredis, les anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

On trouve « Le Libéraire » à la Grande Librairie du Centre, rue Raoul-Berthon ; à la permanence, 27, rue Hoche et à la criée vendredi, place de la Mairie samedi et dimanche.

Colombes. — Tous les anarchistes sympathisants lecteurs du « Libéraire » sont informés que le Groupe se réunit tous les vendredis au bar de Colombes, 56, rue de Saint-Denis.

Groupe d'Ivry. — Réunion du groupe, place Bac, Ivry-Centre, tous les jeudis, à 20 h. 30.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. — Permanence les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudis de chaque mois, à 21 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Intercommunal de la Banlieue-Sud. — Réunion de tous les copains lundi 12 octobre, à 20 h. 30, chez Maxim, 51, rue Frileuse, à Gentilly.

Champigny, Le Perreux, Joinville, Nogent et communes limitrophes. — Dimanche matin 11 novembre, réunion du groupe. Les camarades anarchistes et anarcho-syndicalistes sont priés instamment d'y assister. La réunion aura lieu à Champigny, 90, boulevard du Centre, salle du Café de la Terrasse.

Neuilly-Puteaux, Nanterre. — Camarades de la région, soyez nombreux pour soutenir nos vendeurs du « Libéraire » de « La Patrie Humaine » et « L'Espagne antifasciste », tous les samedis à partir de 4 heures et demi, métro Porte Maillot.

Les fascistes se montrent de plus en plus provocants. Camarades, tous à l'action pour leur donner la leçon qu'ils méritent. La réunion du groupe aura lieu vendredi 2 octobre, à 20 h. 30, rue Municipale, rue Roque-de-Fillol. Soyez nombreux.

Groupe de Noisy-le-Sec. — Le Groupe se réunit tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, au Café du Siècle, maison Pige, face à la mairie. On trouve le « Libéraire » à notre siège, tous les vendredis matin, ainsi qu'à la criée, le samedi matin.

Groupe Ermont et Environs. — Réunion du groupe lundi 5 octobre, à 21 h., 104, rue d'Ermont, à Saint-Germain.

Pour tous renseignements, s'adresser 7, rue des Vignoles, Ermont, ou à l'autre adresse ci-dessus.

Groupe de Drancy. — Une réunion très importante aura lieu vendredi 20 octobre, salle Pissier, 50, avenue Mareux. Tous les anarchistes et sympathisants sont instamment priés d'y assister.

Groupe communiste libéraire de Draveil-Vigneux. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, café du Commerce, place de l'Eglise, à Draveil.

Clichy, Gennevilliers, Asnières, Levallois. — Réunion du groupe dimanche matin 11 octobre, à 9 h. 30, à l'endroit habituel, 102, quai de Clichy. Etant donné l'ordre du jour très important, présence indispensable de tous les camarades.

Vendredi et samedi, de 16 h. 30 à 19 h., vente du « Libéraire » et du « Combat Syndicaliste » et de « L'Espagne Anti-Fasciste », Porte Clichy et Porte Champerret.

Groupe de Champigny, Bry-sur-Marne, Le Perreux, Joinville. — Les camarades de ces localités désireux de travailler utilement pour notre idéal sont priés d'écrire au Libéraire.

Livry-Gargan. — Les anarchistes et sympathisants de la Région de Livry-Gargan sont invités de se mettre en rapport avec les vendeurs du « Libéraire » au marché de Gargan, face au café Terminus.

Tous les vendredis à 20 h. 30, ils pourront assister à la réunion du Groupe, 25, avenue Victor-Hugo, Pavillons-sous-Bois. Un camarade jusqu'à 21 heures les recevra.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés de se procurer le « Libéraire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe de Montrouge, Malakoff, Vanves et Châtillon. — Réunion tous les mercredis, à 8 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff. Appel à tous et aux sympathisants.

Groupe libéraire de Sartrouville. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos vendeurs du « Libéraire » et du « Combat Syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare. Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Groupe anarchiste de Saint-Ouen. — Réunion tous les vendredis, à 21 heures, au restaurant Frayse, 101, avenue des Batignolles.

Appel à tous les camarades anarchistes.

Vaujours, Vert-Galant, Villepinte, Tremblay-Lès-Gonesse, Villeparisis. — Tous les lecteurs et sympathisants sont avisés de la constitution d'un groupe d'études libéraires. S'adresser à la permanence, Tabac Dumet, 24, avenue de la Gare, Vert-Galant, tous les dimanches, de 11 h. à 12 h. Devant la nécessité de faire connaître nos idées, nous espérons que les camarades seront nombreux à prêter leur concours à toutes nos prochaines causeries, de plus en plus nécessaires devant le bourrage de crânes de toutes les chapelles.

La Garenne-Courbevoie. — Un groupe étant en formation pour ces deux localités, nous informons les camarades anarchistes et sympathisants désireux de faire œuvre utile de bien vouloir se mettre en relation avec Tétard, en écrivant au « Libéraire ».

Fresnes. — Pour tout ce qui concerne l'U. A. et la J. A. C., écrire à : Appel Eugène, Café Veston, Grande-Rue, à Fresnes.

Thiais. — Les camarades désireux de former un groupe dans la localité doivent se mettre en relations avec Fernand Marcel, 9, voie David, à Thiais.

Aimargues. — 1<sup>er</sup> Le Groupe d'Etudes Sociales fait connaître aux sympathisants que son lieu de réunion est à la Maison du Peuple et les invite à y assister tous les premiers vendredis du mois.

2<sup>e</sup> Les jeunes camarades sont invités aux réunions des Jeunesses syndicales révolutionnaires ou le meilleur accueil leur sera réservé.

Alger. — Aux lecteurs du « Libéraire ». Vous trouverez le « Libéraire » toutes les semaines : kiosque Bonello, place du Gouvernement ; kiosque Méry, rue Walis.

Groupe d'Amiens. — Pour les adhésions s'adresser à Grévin, 3, rue Vascosan, à Amiens. Le Libéraire est en vente chez Roussel, 28, rue Dame-Jeanne-d'Amiens.

Brest. — Le Groupe se réunit tous les quinze jours, le vendredi. La prochaine réunion aura lieu le 2 octobre, à 20 h. 30, à la M. d. P. Invitation cordiale à tous les lecteurs du « Libéraire » pour y assister.

Le « Libéraire » est en vente chez Gabarit, dépositaire central rue de la Mairie, au kiosque Tourville, au Petit Riche, rue d'Aiguillon, au bureau de tabac Philippe, rue du Pont.

Pour tout ce qui concerne le « Libéraire », s'adresser à Le Lann Auguste, Maison du Peuple.

Croix-Wasquehal. — S'adresser à Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole, Croix (Nord).

Grenoble. — Le groupe des Amis de la Patrie Humaine se réunit le premier et troisième mardi de chaque mois, les amis libéraires sont cordialement invités. Le local est au café Richier, rue de Strasbourg.

Grenoble. — Le « Libéraire » est en vente Kiosque cours Berriat, cours Jean-Jaures, Tabac, 49, rue Thiers, et le tabac au fond du cours Berriat.

Lunel. — Le Groupe Libéraire de Lunel fait connaître à tous les groupes que les correspondances, concernant le Groupe doivent être adressées à Châtelier Joseph, rue Jeanne-d'Arc, Aimargues (Gard) et pour les fonds à Châtelier Abel, rue des Lavoirs, qui les remettra aux intéressés, compte financier du Groupe, avoir, 148 fr. frais, 1 fr.

Lyon. — Tous les jeunes désireux voir se monter une « Tribune rhodannaise des jeunes anarchistes » sont priés de se mettre en rapport avec Maurice Cesbron, qui tente de la mettre au point. Ecrire à Maurice Cesbron, chez M. Perron, 19, rue de la Poste, Villeurbanne (Rhône).

Lyon-Vaise. — Un groupe est en formation à Vaise. Nous faisons appel à tous les camarades du quartier. La réunion constitutive aura lieu prochainement. Pour le lieu et la date, consulter le *Libre-Pensée*.

Pour tous renseignements, s'adresser à Lavoirel ou à Juillard, 82, rue du Bourbonnais.

Nîmes. — On trouve le Libéraire, la Voix Libéraire, le Combat syndicaliste, la Patrie Humaine, le Réveil anarchiste, et l'En-dehors, au Bureau de tabacs, boulevard Gambetta, 76, en face les casernes.

Roanne et environs. — S'adresser à Lingre Louis, cité Bréchet, Pouilly-s-Charlieu (Loire).

Reims. — Adresser tout ce qui concerne la Fédération Libéraire du Nord-Est et le Groupe à : Ternaux, 34, rue Fécamp, Reims.

Permanence et dépôt du « Lib » Abonnements à la presse Anarchiste chez R. Lebeau, 1, rue Pierret, à Reims.

Romans. — Un groupe vient de se constituer dans notre ville ; il se réunira tous les mardis au siège, café Pommet, place Jean-Jaures. Adressez correspondance et communications à Paul René, 1, avenue Berthelot, à Romans.

Toulon. — Jeunesse Libre. — Le Groupe se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, au siège, 14, rue Nicolas-Laugier (2<sup>e</sup> étage). Causeries éducatives. Permanence tous les dimanches, de 10 à 12 heures, on y trouve notre journal « Le Libéraire » et notre presse. Une bibliothèque est à la disposition de tous les camarades et des sympathisants.

Saint-Henri. — Pour tout ce qui concerne le groupe, prière de s'adresser momentanément au camarade Couissinier, boulevard d'Annam, St-Henri.

### PETITE CORRESPONDANCE

Raoul Goltz prie les camarades de prendre note de sa nouvelle adresse : 20, rue du Château-Gallard, Orléans (Loiret).

### Communications Diverses

Libre Pensée, Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 10 octobre, 9, rue de Savoie (métro : Saint-Michel), à 20 h. 30.

Les « Hommes du Jour » publient un sensationnel numéro spécial.

Pour bien faire comprendre la tragédie qui ensanglante la malheureuse Espagne « Les Hommes du Jour » publient sur la genèse des événements actuels, leurs terribles péripéties, leurs conséquences troublantes, une étude admirablement documentée.

Par le texte et par l'image, « Les Hommes du Jour » font revivre dans sa vérité historique et sa réalité tragique, le drame effroyable qui menace de destruction complète une grande nation européenne.

C'est un document formidable ! Ce numéro spécial de 52 pages, 50 illustrations, est vendu 3 francs. Chez tous les dépositaires Hachette.

On peut également se le procurer aux « Hommes du Jour », 29, rue Bleue, Paris (9<sup>e</sup>), C. C. P. Paris 41-69.

### COURS GRATUITS D'ESPERANTO

A tous ceux d'entre vous qui ne peuvent suivre des cours oraux, la Ligue des Esperantistes Pacifistes met à votre disposition son organisation de cours par correspondance.

Sollicitez-en le programme, ou mieux inscrivez-vous aux cours élémentaire avec service du bulletin contre 1 fr. 50 en timbres. Ecrire au secrétariat, 30, rue du Chemin-Vert, Drancy.

### POUR PRENDRE DATE

Le mercredi 21 octobre, à 20 h. 30, Salle René Maublanc, première représentation de « La Grande Retape », de notre ami Aurèle Paterni, au bénéfice de « La Patrie Humaine ».

### DANS LA BOULANGE

Le comité des Chômeurs considérant que l'expérience de collaboration de classe a assez duré et que les dirigeants du Syndicat signant des marchés de dupes, attire l'attention du public sur le manque total d'hygiène dans la majorité des fournils et invite les inspect